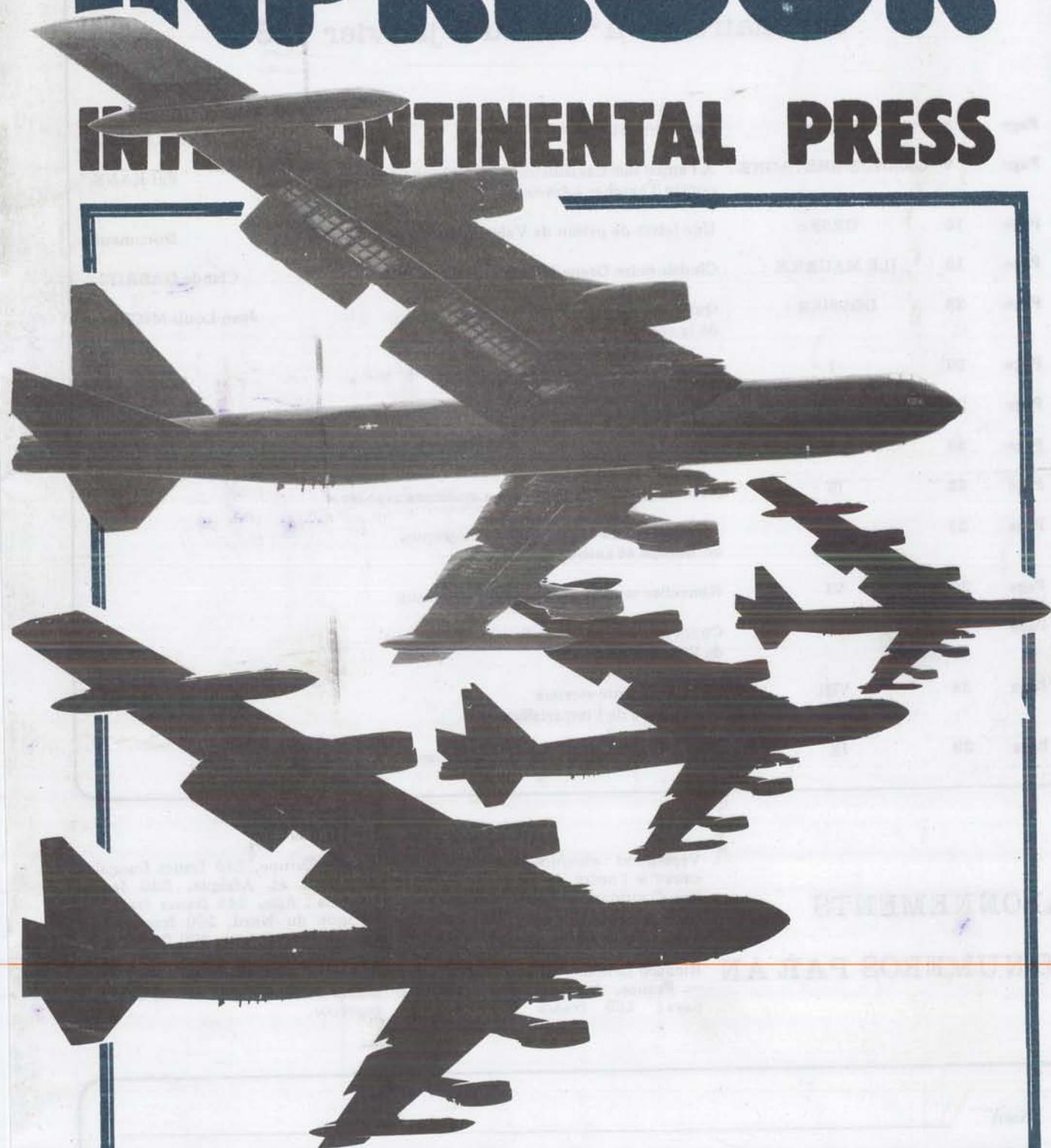




INPRECOR

INTERNATIONAL PRESS



**QUI RELANCE LA COURSE
AUX ARMEMENTS ?**

Sommaire du n° 92 du 2 janvier 1981

Page	3	ITALIE :	Les tournants du PCI	Elettra DEINA
Page	9	GRANDE-BRETAGNE :	A l'appel des travaillistes, 150 000 manifestants contre Thatcher à Liverpool	Pat KANE
Page	15	URSS :	Une lettre de prison de Valéri Abramkine (« Poiski »)	Document
Page	18	ILE MAURICE :	Choisir entre Grenade et la Jamaïque	Claude GABRIEL
Page	25	DOSSIER :	Qui est responsable de la relance de la course aux armements ?	Jean-Louis MICHEL
Page	29	I	L'équivalence majeure en question	
Page	28	II	Le processus des SALT	
Page	30	III	Le déploiement des armements eurostratégiques	
Page	32	IV	Vers une négociation sur les « systèmes avancés »	
Page	33	V	Le redéploiement des moyens classiques en Europe et autour du Golfe	
Page	35	VI	Nouvelles tendances, nouveaux créneaux	
Page	37	VII	Cours nouveau et nouvelles contradictions de l'impérialisme	
Page	38	VIII	La bureaucratie victime et complice de l'impérialisme	
Page	39	IX	Contre le militarisme, pour le socialisme	

ABONNEMENTS

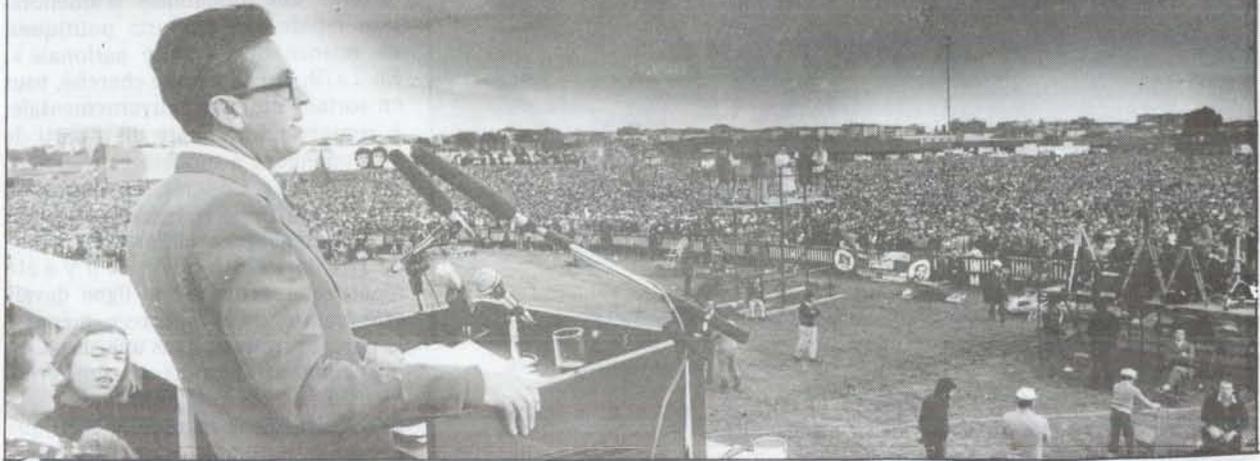
25 NUMEROS PAR AN

Versement : chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC (Presse-Edition-Communication). Virement à PEC — BNP Agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93100 — compte numéro : 230 179/90. PEC : 2, rue Richard Lenoir — 93100 — Montreuil — France. *Inprecor* pour tous les pays : 180 francs français ; par

avion : Europe, 245 francs français ; Amérique et Afrique, 230 francs français ; Asie, 245 francs français ; Afrique du Nord, 200 francs français ; Moyen-Orient, 200 francs français. Pli fermé : France, 250 francs français ; tous les autres pays, 280 francs français ; par avion, écrire à *Inprecor*.

Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____ Pays _____

Les tournants du PCI



AU cours de l'année 1980, le Parti communiste italien (PCI) a bien changé trois fois de politique. Il est passé de l'« opposition constructive » durant tout le premier gouvernement Cossiga (1) et une partie du second (2), à la lutte à fond contre le gouvernement au

Quand les nuées s'amoncellent sur l'horizon politique bouché du PCI (DR). cours de l'été et de l'automne pour revenir à la politique « raisonnable » et au « sens des responsabilités » sanctionnés par son dernier Comité central (3 novembre 1980) et par sa prise de distance des luttes des travailleurs de la FIAT.

Elettra DEINA

Il faut avant tout clarifier deux points : 1) Cette politique en zigzags du principal parti ouvrier italien n'a certainement pas pris fin avec les événements de ces dernières semaines. Dans la période à venir, qui va être toujours plus caractérisée par une accentuation des affrontements sociaux, le PCI sera contraint, à d'autres occasions, à changer de politique, à s'adapter à des situations explosives dont le contrôle pourrait lui échapper, ce qui entraînera des modifications brusques de son attitude face au gouvernement et au patronat. 2) Les raisons de ces zigzags ne correspondent pas, en effet, à la volonté d'apporter une réponse positive, un débouché favorable aux luttes et aux exigences de la classe ouvrière face à la lourde attaque capitaliste.

Les faits parlent d'eux-mêmes, le PCI a cherché à guider et à homogénéiser la protestation ouvrière contre le prélèvement de 0,50 % sur le salaire (3), mais il ne s'est pas opposé à cette énième mesure anti-ouvrière. Il veut simplement en discuter la destination et la gestion. Et encore : après avoir exalté la lutte des travailleurs de la FIAT, après leur avoir promis le soutien du parti en cas d'occupation des usines du groupe, la direction du PCI a tourné le dos à la lutte des travailleurs turinois au point que Chiaromonte, dans son rapport au dernier

Comité central, a non seulement approuvé l'accord signé entre les syndicats et Agnelli, mais il a été jusqu'à condamner l'irresponsabilité de certaines formes de lutte pratiquées durant les 35 jours de la lutte de la FIAT.

Dans un article de *Rinascita* publié la veille du CC de début novembre, G. Chiaromonte présentait l'accord FIAT comme un succès : « En ce moment, il est juste, il est nécessaire, par souci de la vérité, de partir du succès que nous avons obtenu (à la FIAT) pour en évaluer toutes les implications. » Et il dé-

fendait ainsi la politique du PCI pendant ces 35 jours de lutte : « Je veux ajouter que, concrètement, nous avons agi à tous les niveaux pour que l'on n'ait pas recours à des formes extrêmes de lutte qui auraient rendu encore plus difficile l'issue de la dure négociation. Il faut également rappeler que nous n'avons jamais, à aucun moment, utilisé la lutte des travailleurs de la FIAT pour appuyer notre lutte pour faire tomber le gouvernement Cossiga. » Il y abordait enfin la question des formes de lutte : « Il serait erroné de séparer, dans l'analyse, les formes de lutte qui ont

1. Le PCI est sorti en janvier 1979 de la majorité parlementaire qui soutenait le gouvernement démocrate-chrétien d'Andreotti depuis l'été 1976. Dans l'impossibilité de former un nouveau gouvernement, le président Pertini a dissout les Chambres et des élections générales ont eu lieu en juin 1979. Au cours de l'été, Cossiga, ancien ministre de l'Intérieur — et par ailleurs cousin de Berlinguer — qui avait démissionné (chose rare pour un ministre italien !) après l'assassinat d'Aldo Moro en mai 1978, formait un gouvernement monocolore démocrate-chrétien soutenu au Parlement par l'abstention du PSI.

2. Au printemps 1980, le premier gouvernement Cossiga tombait sous les coups de plusieurs scandales qui éclaboussaient des personnalités de premier rang de la DC (financement de courants de la DC par les frères Caltagirone, *maffiosi* de grande envergure, malversations et pots-de-feu divers dans les affaires de l'Italcassa — 38 dirigeants de la Caisse d'épargne emprisonnés — et de l'ENI — plusieurs directeurs d'entreprises publiques en fuite).

Un nouveau gouvernement Cossiga est formé en été, avec, cette fois, la participation directe du PSI et du PRI.

3. En juin 1980, le gouvernement adoptait un décret qui prévoyait un prélèvement mensuel de 0,50 % sur les salaires de tous les travailleurs pour financer les entreprises en crise. Cette mesure avait été élaborée entre Cossiga et les sommets syndicaux qui avaient donné leur accord, dans la bonne logique de leur acceptation de l'austérité. Les réactions ouvrières ont été très vives et très massives en juin-juillet. Le PCI — en opposition en cela à la direction communiste de la CGIL — décidait de soutenir la protestation ouvrière. Le secrétaire du PCI convoqua même Luciano Lama (secrétaire général, communiste, de la CGIL) et, au cours d'une réunion houleuse, le contraignait à changer de position et à dénoncer le décret qu'il avait personnellement contribué à formuler. Mais le PCI précisait qu'il était en fait d'accord avec le fond de cette mesure, mais voulait simplement en discuter les modalités d'application et la gestion des fonds ainsi recueillis.



Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL, membre du PCI et rappelé, un peu à l'ordre... (DR).

été choisies, l'orientation politique de la négociation (les objectifs) et le jugement sur la situation dans laquelle on se trouvait... Les grèves à outrance, les piquets, etc., tout ceci comportait des risques de division entre les ouvriers, risques qui se sont ensuite dangereusement concrétisés. » Et Chiaromonte en donne pour exemple la manifestation des cadres de la FIAT, organisée de toutes pièces par Agnelli qui avait fait monter à Turin, de toute l'Italie, les cadres de la multinationale pour manifester contre les ouvriers (4).

C'est le même Chiaromonte qui présentait le rapport au Comité central du 2 novembre 1980. Il revenait sur les mêmes problèmes et soulignait clairement la nécessité pour les travailleurs de se plier aux exigences patronales face à la crise : « Nous voulons une FIAT efficiente et compétitive » affirme-t-il dans ce rapport. « (...) Rejeter la campagne anti-ouvrière et anti-syndicale, insister sur les thèmes de fond de la crise de la FIAT, ne signifie pas ne pas voir les problèmes sérieux qui nous concernent nous, le mouvement ouvrier dans son ensemble (...). Je crois que l'on peut dire (...) qu'il n'existe pas, en général, une compréhension des termes réels d'une crise objective, ni dans la classe ouvrière ni dans une partie du mouvement syndical. Il y a ainsi une tendance à attribuer toutes les difficultés à l'attaque et à la tentative de revanche patronales (qui bien sûr existent). Tout le problème se réduirait donc à la résistance à cette attaque, afin de refouler cet esprit de revanche. Je suis au contraire convaincu qu'il faut chercher à ne pas se renfermer dans une lutte pour défendre de façon rigide (!) des conquêtes et des droits acquis. Naturellement, quand il y a une attaque patronale, la défense est sacro-sainte

et doit être menée avec énergie, mais le problème, pour les syndicats, pour les conseils d'usine, pour la classe ouvrière, pour nous, est de prendre l'initiative dans la lutte pour une nouvelle organisation du travail, pour la productivité, pour la reconversion et la programmation industrielles et pour affronter, dans ce cadre, de façon correcte, la question de la mobilité. (5) »

La politique de fond du PCI au cours de l'année passée n'a jamais changé : sa préoccupation prioritaire et fondamentale a toujours été de sauver le système bourgeois en crise, même au prix de nouvelles lourdes défaites des secteurs centraux de la classe ouvrière qui avaient jusqu'ici le mieux résisté aux attaques patronales et gouvernementales et qui représentent la principale force et base sociale du parti.

TROIS AXES POLITIQUES MAINTENUS

Les tournants du PCI ne peuvent s'expliquer qu'à la lumière des difficultés croissantes qu'il connaît dans différents domaines : au niveau international en particulier, avec la crise de l'eurocommunisme et les contradictions croissantes au sein du bloc des pays de l'Est ; au niveau national, dans ses rapports avec la classe dominante d'une part et, de l'autre, avec les grandes masses ouvrières et populaires qui continuent à faire confiance au PCI pour leur action et leurs perspectives. Le PCI est sorti de la majorité gouvernementale au début 1979 face au mécontentement croissant dans ses propres rangs et aux signes préoccupants de rupture avec des secteurs grandissants de sa base électorale ; il est resté, durant toute l'année 1979, dans une position d'at-

tente, d'opposition tout à fait formelle, sans le moindre résultat pratique.

Au cours de cette période, la préoccupation du groupe dirigeant du PCI était de poursuivre le dialogue avec ses partenaires bourgeois, en particulier avec la Démocratie chrétienne (DC), en essayant de laisser ouverte une possibilité d'amélioration rapide des rapports politiques, de relance de l'« unité nationale ». En 1979, le PCI a donc cherché, tout en sortant de l'aire gouvernementale, à conserver une image de « parti de gouvernement » modéré et responsable. Le XVe Congrès, en mars-avril 1979, a réaffirmé clairement la validité de la ligne qui avait inspiré l'action du PCI de 1976 à 1979, et il y a été répété que cette même ligne devait être maintenue et renforcée, même si le parti se trouvait dans une situation différente par rapport au gouvernement. Les trois axes politiques essentiels qui avaient marqué la politique d'« unité nationale » ont été largement reconfirmés par le congrès : l'austérité, le respect de l'Alliance atlantique et le couple défense de l'ordre public/renforcement de l'Etat, inspirent les thèses du congrès et la résolution finale.

Au cours des mois suivants, tout au long de la crise gouvernementale qui suivit les élections de juin 1979 et qui s'est conclue par la formation du gouvernement Cossiga, l'action du PCI a été caractérisée par la même attitude modérée et constructive. Bien que les résultats électoraux aient confirmé l'érosion des votes acquis lors de son grand bond en avant (1975-1976), Enrico Berlinguer s'est efforcé, à cette époque, de fournir des indications positives pour résoudre la crise gouvernementale. Il misait sur une formule qui — tout en maintenant le PCI dans l'opposition — soit ouverte à une reprise du dialogue et des rapports politiques entre son parti et la DC. Il faut rappeler en particulier que durant toute la phase de formation du premier gouvernement Cossiga, et quelques mois après, l'attitude de la direction du PCI envers le Parti socialiste italien (PSI) fut tout à fait différente de celle adoptée par Enrico Berlinguer à partir du printemps 1980.

Au cours de cette période, le PCI a agi de façon active pour pousser le PSI à prendre des responsabilités dans la formation du gouvernement, favorisant ainsi une rupture du front ouvrier que, jusqu'ici, le PSI n'avait pas eu le courage d'opérer, étant donné le rapport de forces extrêmement défavorable dans lequel il se trouvait face au PCI.

4. *Rinascita*, 24 octobre 1980.

5. *L'Unità*, 4 novembre 1980.

Malacuso exprimait ainsi, dans *Rinascita* (13 juillet 1979) son jugement largement positif de la charge de former le gouvernement confiée par le président Pertini à Bettino Craxi (secrétaire du PSI) : « *La charge confiée au camarade Bettino Craxi représente sans aucun doute un fait important et peut marquer le début d'une phase nouvelle dans la vie politique si tourmentée de l'Italie.* » Et Tortorella répétait dans le même journal, deux semaines plus tard, que « *les communistes ont agi avec une sagesse généralement reconnue par tous, en cherchant à favoriser la tentative d'une présidence du Conseil socialiste, en rappelant leur opposition à un gouvernement dont ils ne font pas partie, mais en assurant leur engagement constructif et, également, de nouvelles possibilités éventuelles face à la réalisation des programmes et au choix des hommes.* »

La presse communiste conserva le même ton après l'échec de la mission Craxi. Le PCI a accepté et avalisé la formation d'un gouvernement monocolor démocrate-chrétien, il a accepté et avalisé le fait que le PSI le soutienne par son abstention au Parlement. Cette attitude a été maintenue durant tout l'automne-hiver 1979-1980 parmi les travailleurs, en appui aux exigences de l'austérité bourgeoise. Il suffit de rappeler ici l'intervention de Giorgio Amendola dans *Rinascita* (6) et la Conférence de Turin sur la crise de l'automobile.

LA CONFERENCE DE TURIN DE FEVRIER 1980

Les signes d'une nouvelle récession économique commençaient à apparaître au niveau international. Le patronat italien, en particulier dans le secteur automobile, bien que n'étant pas encore directement touché (on n'enregistra les premiers signes de récession en Italie qu'à l'automne 1979) était décidé à se préparer à affronter la nouvelle situation. C'est alors que le PCI organisa à Turin, en février 1980, une opération de grand style pour une relance de la politique d'unité nationale, en reconfirmant son rôle de « force politique nationale et responsable » face au destin de l'économie capitaliste.

Les propositions issues de la Conférence de Turin théorisaient explicitement une alliance entre la classe ouvrière et le grand capital. La direction du PCI expliquait — reprenant l'idée de fond contenue dans l'article de Giorgio Amendola — que la classe ouvrière devait assumer la tâche de sauver une entreprise d'importance nationale comme la FIAT. Abandonnant toutes ses velléités passées sur la nécessité d'un nouveau modèle de développement, d'une nouvelle façon de faire l'automobile,

d'une diversification de la production..., le PCI faisait siennes les raisons et les orientations de la grande multinationale turinoise : les travailleurs doivent exiger des subventions publiques pour la FIAT, ils doivent s'engager à permettre une relance de la compétitivité de l'entreprise sur les marchés internationaux, ils doivent appuyer la cause d'Agnelli face au patronat de l'automobile des autres pays impérialistes.

On peut donner un goût du contenu de cette conférence par l'article de Chiaromonte qui la préparait, dans *Rinascita* du 22 février 1980 : « *Il nous semble qu'il existe dans les usines la base pour une vague massive et généralisée de revendications salariales (...). Nous ne craignons pas — en tant que communistes — d'affirmer qu'une augmentation généralisée et "égalitaire" des salaires serait contraire non seulement aux intérêts de la nation tout entière, mais même de la classe ouvrière ayant un emploi...* » Pour lui, une des difficultés du syndicat à faire accepter sa ligne réside dans le fait que « *le contrôle syndical sur la dynamique salariale devient de plus en plus difficile, étant donné le développement des automatismes et la tendance à l'égalitarisme, et donc à l'aplatissement des rétributions, qui a prévalu dans la politique syndicale de ces dernières années...* » Certes, « *un problème salarial existe et il faut l'affronter, ne serait-ce que pour corri-*

ger ce qui s'est passé au cours des dernières années du fait des automatismes et des aplatissements des salaires. La poussée "égalitaire" — on le reconnaît dorénavant de plusieurs côtés — a été excessive... Il faut donc lier les plates-formes salariales, usine par usine, à la qualification, à la réforme de l'organisation du travail, à la recherche d'une nouvelle qualité du travail, à l'augmentation de la productivité. (...) Nous ne pouvons pas — en tant que syndicat, en tant que mouvement ouvrier — échapper au discours sur la productivité, et nous nous battons s'il le faut contre les vieux schémas et les vieilles idéologies. A notre avis, il est nécessaire de lancer une vaste campagne, qui doit être également idéologique et culturelle, sur la productivité non pas comme arme du patron pour augmenter l'exploitation et ses profits, mais comme arme du mouvement ouvrier pour faire avancer sa politique de transformation. »

Parallèlement à cette gigantesque opération de mystification aux frais de la classe ouvrière, le PCI tentait également, avec cette conférence, une opération de reprise en main de sa propre base militante ouvrière. Cette opération était clairement pa-

6. Giorgio Amendola, dans un article publié dans *Rinascita* (24 octobre 1979) attribuait toutes les difficultés de l'Italie aux revendications et aux luttes inconsidérées de la classe ouvrière.

Une base militante un peu déconcertée (DR).



rallèle à celle déclenchée par Agnelli contre la FLM et les conseils d'usine, ces instruments organisationnels de la classe ouvrière qui se sont révélés, au cours des dernières années, si indociles et peu aptes à appliquer dans l'usine la ligne collaborationniste décidée à l'Assemblée de l'EUR, en janvier 1978, par les sommets confédéraux.

Dans les premiers mois de 1980, le PCI a agi de façon déterminée pour isoler et attaquer les secteurs les plus combatifs et les plus dynamiques du syndicat, pour convaincre ses propres militants à la modération, pour renforcer la présence du parti dans le syndicat afin de contrôler les travailleurs dans un sens philo-patronal. Cependant, à la même époque, mûrissaient en Italie une série d'événements qui allaient commencer à créer des contradictions dans cette ligne de fausse opposition du PCI.

Le parti de Berlinguer manifeste ses premières préoccupations après les résultats du congrès démocrate-chrétien de février 1980. La majorité, dirigée par Donat-Cattin et Piccoli se caractérisait par une nette opposition à toute hypothèse de relance de l'union nationale, de reprise du dialogue avec le PCI, se tournant vers le PSI pour trouver une solution au problème de « gouvernabilité » du pays.

Au lendemain du congrès démocrate-chrétien, la énième crise de gouvernement, déclenchée par une vague de scandales (Caltagirone, Italcassa, ENI) et de fortes tensions entre les partis bourgeois, vient confirmer la situation de grave instabilité dans laquelle se trouve la bourgeoisie italienne. Préoccupé par la dynamique ouverte par le congrès DC, le PCI maintient pourtant son attitude responsable face aux convulsions politiques de la classe dominante. Le PCI

cherche toujours également à pousser le PSI à assumer des responsabilités gouvernementales. Durant toute la phase de formation du second gouvernement Cossiga, le PCI se montre surtout préoccupé par la formule de gouvernement : la direction du parti considère en effet la formation d'un gouvernement tripartite (DC, PSI, PRI) comme une formule-pont, ouverte à une perspective de relance de l'unité nationale et donc souhaitable. Il considère, au contraire, un éventuel gouvernement des cinq partis (DC, PSI, PRI plus le Parti libéral et le Parti social-démocrate) comme un malheur à rejeter sans hésitation, car il signifierait que la DC recherche un éventail d'alliances solides qui lui permette d'abandonner totalement toute perspective de retour à l'unité nationale.

Le gouvernement tripartite est formé avec la participation des socialistes. Craxi a œuvré activement au cours des années précédentes pour reprendre en main la direction du PSI, pour réussir à jouer, dans la crise politique italienne, un rôle qui ne soit plus subalterne au PCI. Au cours des élections administratives du printemps (pour les communes et les régions), il s'est efforcé de présenter le PSI comme l'axe fondamental permettant l'équilibre entre les partis qui peuvent garantir la « gouvernabilité » de l'Italie.

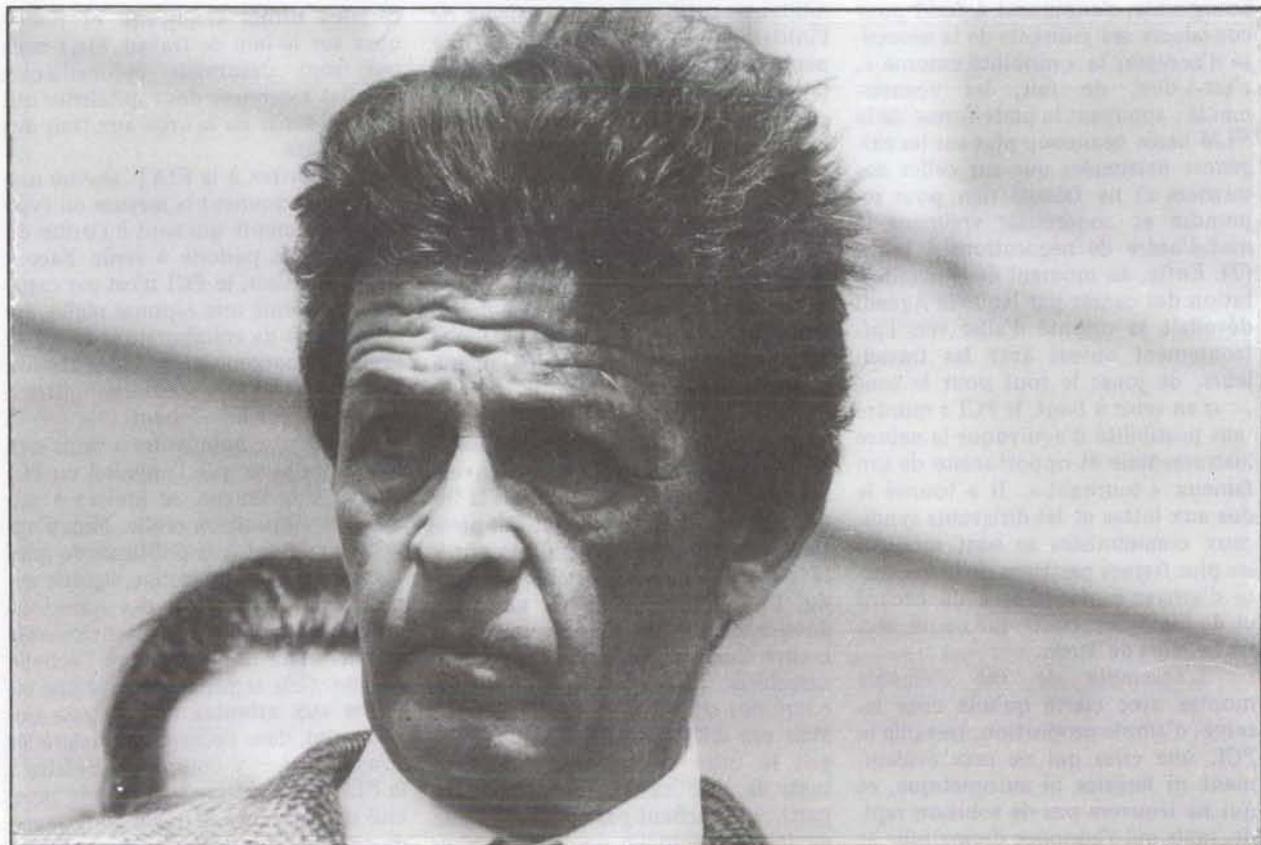
CACHER L'IMPASSE D'UNE POLITIQUE

C'est au lendemain des élections administratives que le PCI se rend plus clairement compte de la grave impasse dans laquelle il se trouve. Les élections ont confirmé des rapports de forces assez fluides qui, tout en confirmant une capacité de résistance du mouvement ouvrier, donnent à la bourgeoisie la possibilité de tabler sur d'autres cartes pour résoudre sa crise de direction. Le rôle du PSI comme garant des équilibres politiques semble particulièrement renforcé. La majorité de la DC sort confortée, même si ce n'est que temporairement. Le gouvernement tripartite perd sa caractéristique de gouvernement-pont, ouvert à une relance de l'unité nationale. L'isolement du PCI est total. Les signes timides du courant démocrate-chrétien de Zaccagnini-Andreotti, qui conseillent à la DC de maintenir le dialogue avec le PC ouvert, ne servent de toute évidence à rien, soit parce que ces dirigeants de la DC sont peu convaincus que l'on puisse vraiment s'en passer dans la situation italienne, soit parce qu'ils craignent un renforcement excessif du PSI au détriment de la DC.

Toute perspective de rapprochement du PCI du gouvernement s'amoindrit et les attaques anti-ou-

Quand Berlinguer essaye de camoufler l'impasse... (DR).





... de la « ligne Berlinguer » (DR).

vières du patronat s'approfondissant, la direction du parti comprend que, à l'isolement politique du parti peut s'ajouter un processus d'éloignement de secteurs significatifs de sa base qui commencent à se poser des questions sur la capacité du PCI à donner une réponse à l'attaque bourgeoise.

C'est là qu'il faut chercher l'origine de la violente attaque contre Bettino Craxi. C'est de là qu'est né le « tournant » de l'été et de l'automne 1980 contre le gouvernement Cossiga-Craxi. La polémique avec le PSI répond à deux exigences : d'une part le besoin pour le PCI de canaliser le mécontentement des masses travailleuses contre une cible qui apparaisse responsable de toutes les difficultés du mouvement ouvrier, d'autre part, la tentative de rompre l'isolement, de rappeler à la coalition gouvernementale, et en particulier à Craxi, que sans le PCI on ne gouverne pas.

Parallèlement, pour répondre au mécontentement croissant de larges secteurs de sa base, désorientés et perplexes face à la politique du parti et désormais confrontés aux effets concrets de l'attaque capitaliste, la direction du parti décide de modifier les formes de sa politique collaborationniste. Sans abandonner le contenu de cette politique, elle essaie de mener une opposition plus réelle au gouvernement Cossiga-Craxi. A partir de juillet, durant les mobilisations ouvrières contre l'attaque à l'échelle

mobile et contre l'annonce du prélèvement de 0,50 % sur les salaires, presque jusqu'aux derniers jours de la lutte de la FIAT, le PCI cherche à se présenter comme un parti de lutte : il durcit le ton de la polémique contre le gouvernement et se place clairement aux côtés des luttes ouvrières.

Mais il s'agit d'une adaptation tactique au souffle court qui ne répond qu'à la logique de la conservation des intérêts de la bureaucratie du parti, à la volonté de ne pas perdre le contrôle de secteurs décisifs du prolétariat. Le PCI, disposé à faire payer le prix de la crise capitaliste aux travailleurs, nourrit l'illusion de pouvoir négocier ce prix avec la bourgeoisie, en gérant une retraite pas trop traumatisante de la classe ouvrière à travers le tunnel de la crise, dans l'attente d'une situation meilleure.

Ce tournant ne signifie donc pas que le PCI avance une proposition politique qui soit, même partiellement, moins subordonnée aux intérêts capitalistes, ni qu'il est disposé à mener une lutte à fond pour sauver quelques acquis des travailleurs. La dureté du ton des articles de *Rinascita* et de *l'Unità* au cours de l'été 1980 et des déclarations d'Enrico Berlinguer à l'automne s'accompagnent de l'attitude bien connue des bureaucraties ouvrières chaque fois que la pression du mouvement de masse se fait trop forte : le PCI ne freine pas les luttes, il cherche même à en assumer la paternité, mais il ne fait

rien pour les étendre, les unifier afin de donner une perspective réelle de victoire aux travailleurs.

En même temps, les cadres ouvriers les plus liés au parti sont préparés à la nécessité d'une reddition présentée comme la seule voie permettant de ne pas aller trop loin dans l'affrontement, d'empêcher qu'il ne s'accélère de façon irréversible.

L'EXEMPLE DE LA GREVE DE LA FIAT

La lutte de la FIAT offre un exemple extrêmement significatif des contradictions qui caractérisent l'action du PCI, de la crise latente qui touche des secteurs décisifs de sa base. Après avoir travaillé activement l'année passée à mettre au pas certains secteurs particulièrement combattifs du syndicat turinois, après avoir favorisé l'attaque d'Agnelli, soit par le contenu de sa conférence sur l'automobile, soit par la connivence affichée envers la campagne patronale contre les « 61 » et les structures d'usine, le PCI, face à la riposte exceptionnelle des ouvriers de la FIAT, a cherché à se placer aux côtés des travailleurs, conscient que, s'il agissait autrement, il risquait de perdre le contrôle de secteurs importants de sa base ouvrière.

Mais, même au moment où il soutenait le plus fermement la lutte des ouvriers de Turin, le PCI n'a jamais renoncé à mettre en avant sa politique de collaboration avec la

bourgeoisie, s'engageant à fond pour convaincre ses militants de la nécessité d'accepter la « mobilité externe », c'est-à-dire, de fait, les licenciements ; appuyant la plate-forme de la FLM basée beaucoup plus sur les exigences patronales que sur celles des ouvriers et ne faisant rien pour reprendre et concrétiser vraiment le mot-d'ordre de négociations à Turin (7). Enfin, au moment de la manifestation des cadres par laquelle Agnelli dévoilait sa volonté d'aller vers l'affrontement ouvert avec les travailleurs, de jouer le tout pour le tout, il en venait à bout, le PCI a montré sans possibilité d'équivoque la nature instrumentale et opportuniste de son fameux « tournant ». Il a tourné le dos aux luttes et les dirigeants syndicaux communistes se sont montrés les plus fermes partisans de la nécessité d'arriver rapidement à un accord et de l'imposer, coûte que coûte, aux travailleurs de Turin.

L'ensemble de ces éléments montre avec clarté qu'une crise latente, d'ample proportion, travaille le PCI, une crise qui ne sera évidemment ni linéaire ni automatique, et qui ne trouvera pas de solution rapide, mais qui s'annonce dramatique et de longue durée. Cette crise revêt des caractéristiques qualitativement différentes de celles que le parti a connues auparavant, surtout en liaison avec les grands événements de politique internationale et la politique de l'URSS (de la Hongrie en 1956 au printemps de Prague en 1968), et qu'il continue de connaître étant donné l'approfondissement de la crise du stalinisme à l'échelle mondiale, de la perte de son identité internationale et de ses perspectives historiques (8).

L'accentuation de la crise économique et politique de l'impérialisme américain et européen a, d'autre part, fait échouer la tentative esquissée par Enrico Berlinguer au cours des années soixante-dix pour établir un point de référence eurocommuniste, substituant à la subordination promoscovite traditionnelle une position « originale » des PC européens.

Aujourd'hui, les PC européens agissent toujours plus sur la base des exigences de leurs bourgeoisies respectives et selon les intérêts spécifiques de chaque parti national. A cela s'ajoute, en Italie, la fin du compromis historique et de la perspective d'union nationale, une nouvelle situation d'isolement politique qui, à la longue, ne pourra pas ne pas peser sur une couche significative des cadres du PCI, les plus récemment gagnés, formés à l'optique de la participation gouvernementale, insérés dans des secteurs périphériques du pouvoir bourgeois et très sensibles aux flatteries de ce pouvoir. La faillite de la tentative gouvernementale du PCI pèsera beaucoup sur ces secteurs

militants, surtout face à la relance de l'initiative du PSI, à la tentative faite par ce parti pour se présenter comme l'interlocuteur de tous ceux qui exigent une solution rationnelle, efficace de la « crise italienne ».

Le projet de Bettino Craxi, qui vise à constituer en Italie un grand pôle de gauche social-démocrate — indépendamment du jugement que l'on peut porter sur ses possibilités de concrétisation dans la situation italienne actuelle — trouve des partisans dans certains secteurs du PCI, même au niveau de la direction.

Ce n'est pas un hasard si ces secteurs ont été particulièrement hostiles au « tournant » de Berlinguer vers les luttes ouvrières et si, depuis la fin de la lutte à la FIAT, ils ont fait pression non seulement pour un retour à la politique modérée et responsable du PCI, mais également pour un adoucissement de l'âpre polémique contre Craxi et les socialistes, qui a caractérisé la politique du parti au cours des six ou sept derniers mois. Mais ces différents éléments, y compris la fuite de nombreux intellectuels de l'embrassade étouffante du parti, ne touchent pas encore le cœur de la crise actuelle du PCI, ils n'en expliquent pas les raisons de fond.

LES AFFRONTEMENTS A VENIR

Les caractéristiques particulières de cette crise, dont les luttes à la FIAT ont fourni un premier test significatif, relèvent de la contradiction, qui commence à s'aiguiser, entre la base ouvrière communiste et les réponses tactiques et stratégiques qu'apporte le parti face à l'approfondissement de l'attaque capitaliste. La crise ne touche donc pas des secteurs marginaux comme ce fut le cas à d'autres époques, même dans un passé récent (il suffit de rappeler la rupture avec la jeunesse en 1977) mais frappe précisément les rangs ouvriers du parti, sa colonne vertébrale.

Aujourd'hui, l'attaque anti-ouvrière de la bourgeoisie est marquée par la volonté patronale d'opérer un saut qualitatif par la nécessité de remettre en cause certaines conquêtes fondamentales que la masse des travailleurs considère intouchables (la sécurité de l'emploi, l'échelle mobile,

certaines droits syndicaux et politiques sur le lieu de travail, etc.) mais qui sont désormais inconciliables avec les exigences des capitalistes qui veulent sortir de la crise aux frais des travailleurs.

Les luttes à la FIAT, encore une fois, nous donnent la mesure du type d'affrontements qui sont à l'ordre du jour dans la période à venir. Face à cette situation, le PCI n'est pas capable de fournir une réponse réelle, car sa stratégie de collaboration de classe avec la bourgeoisie et d'acceptation des limites et des « compatibilités » de la crise l'en empêchent.

L'attaque bourgeoise à venir sera trop dure pour que l'appareil du PCI puisse, à la longue, se limiter à mimer une opposition réelle. Mais s'opposer vraiment à la politique du gouvernement et du patronat, signifie aujourd'hui répondre à des questions cruciales comme les licenciements massifs et la liquidation de l'échelle mobile. Cela signifie apporter une réponse aux attentes de la classe ouvrière qui, dans l'ensemble, malgré les coups reçus — y compris la défaite à la FIAT —, conserve une grande capacité de résistance et reste convaincue de pouvoir s'opposer par la mobilisation à l'attaque capitaliste.

S'y opposer signifie également accepter — à cause du caractère même de l'attaque patronale — un terrain de lutte assez dur avec la bourgeoisie et risquer à tout moment de déclencher une dynamique incontrôlable d'affrontements de classe, que le PCI craint plus que tout. C'est de là que viennent les zigzags : l'immobilisme et la fausse opposition d'abord, se mettre à la remorque des luttes ouvrières ensuite, et, enfin, la trahison évidente de ces luttes quand elles prennent une dynamique trop explosive (9). Mais le PCI paiera le prix de cette politique, le prix de tout faux pas de cette politique, par une perte de contrôle sur des secteurs entiers de la classe ouvrière et de crédibilité aux yeux de ceux-ci.

La contradiction aujourd'hui déchirante entre les exigences bourgeoises et les besoins ouvriers, que le PCI s'est efforcé jusqu'ici de concilier, va se refléter de façon toujours plus pesante au sein du parti, ajoutant un nouvel élément à sa crise. ■

Décembre 1980.

Traduit de l'italien par Anna Libera.

7. Les travailleurs exigeaient que les négociations soient menées sous leur contrôle à Turin, et non à Rome dans les bureaux ministériels comme ce fut le cas.

8. Nous publierons prochainement dans *Inprecor* un article sur le PCI et l'évolution de la situation polonaise.

9. On a eu un nouvel exemple des zigzags du PCI lors du tremblement de terre qui a tragiquement frappé la région au sud de Naples. Devant l'incapacité du gouvernement de répondre à l'urgence de la si-

tuation, le PCI publiait le 28 novembre une déclaration tonitruante « Une autre Italie doit gouverner » (*l'Unità*, 28 novembre 1980) niant à la DC toute prétention à continuer à gouverner, même en alliance avec le PCI, et se présentant comme l'axe d'un futur gouvernement. Quelques jours plus tard, il battait vite en retraite, comprenant la dynamique dangereuse qu'impliquait une telle déclaration alors que la colère des populations sinistrées grondait.

base. Pendant des années, ils avaient lutté pour avoir le droit d'élire ceux qui devaient composer les équipes gouvernementales travaillistes, au lieu de quoi ils avaient pu voir l'aile droite parlementaire ignorer systématiquement les résolutions politiques adoptées par les congrès travaillistes et mettre en œuvre tout au contraire sa propre version du programme travailliste. Aujourd'hui, ces militants de base voient la possibilité de changer cet état de choses en ayant le droit d'élire eux-mêmes le dirigeant de la fraction parlementaire, en faisant sélectionner par la base les candidats pour les élections, en s'assurant qu'ils devront ensuite rendre des comptes devant leur instance de base, en obtenant enfin la garantie que les décisions du congrès travailliste devront être appliquées par tout futur gouvernement travailliste.

Michael Foot, qui a soutenu ouvertement la manifestation, a été élu le 10 novembre à la tête du groupe parlementaire. Les dirigeants syndicaux ont considéré qu'il était, dans la direction, le plus à même de maintenir l'unité du parti et d'éviter un nouveau virage à gauche de la base. Foot est considéré comme faisant partie de l'aile gauche à cause de ses prises de position publiques contre l'extension des implantations de missiles à têtes nucléaires (*Cruise Missile*). Et les dirigeants syndicaux savent que c'est le seul dirigeant travailliste qui peut maintenir le statu quo dans le parti.

Michael Foot, le nouveau dirigeant travailliste (DR).



C'est un compromis, à la fois pour Tony Benn, le candidat de l'aile gauche du parti, et pour Denis Healey, le dirigeant très droitier de la fraction parlementaire travailliste. Mais indépendamment du mauvais souvenir qu'a laissé Foot dans la bataille pour la réforme du parti ou de son rôle au centre de la hiérarchie du parti, ses origines de gauche signifient que les électeurs travaillistes considèrent aujourd'hui qu'il se situe à la gauche des dirigeants traditionnels du groupe parlementaire.

L'accueil réservé par l'assistance à Denis Healey a été différent du tout au tout. Il a été largement hué tout au long de son intervention. Certains se rappellent encore l'échec du dernier gouvernement travailliste dans la lutte pour la défense de l'emploi. Healey et les autres dirigeants de la droite travailliste sont étroitement identifiés à ces échecs aux yeux des masses. Quant à Tony Benn, principale figure de la gauche travailliste, il a reçu une ovation massive quand il a expliqué que le prochain gouvernement travailliste devrait mettre en œuvre une politique socialiste. Benn n'a pas pris part à l'élection du dirigeant du groupe parlementaire et se présente maintenant comme le principal *supporter* de Foot. Tous les secteurs dans la direction du parti et des syndicats sont prêts à appeler à une trêve avant que la base ne puisse consolider sa nouvelle

confiance en elle-même et avant que les rapports de forces internes au parti ne se transforment encore plus en leur défaveur. Plusieurs dirigeants syndicaux ont également pris la parole lors du meeting de Liverpool. Quand Allan Fisher, dirigeant du combatif syndicat National Union of Public Employees (qui organise les travailleurs manuels des administrations locales et des services sociaux) a lancé un appel à des élections générales, la foule a répliqué par le mot-d'ordre de grève générale. Cette manifestation a été la démonstration la plus spectaculaire du mouvement anti-conservateur croissant qui se développe sous l'effet de la crise économique.

LA CRISE DE LA POLITIQUE CONSERVATRICE

Les Conservateurs commencent à être pris de panique devant les effets de la crise économique. L'attaque massive contre le niveau de vie de la classe ouvrière que contenait le « mini-budget » d'urgence proposé par le chancelier de l'Echiquier (ministre des Finances), le conservateur Geoffrey Howe le 24 novembre n'a fait qu'ajouter à la colère des manifestants.

Dans son discours au Parlement, Howe a annoncé que la crise était beaucoup plus profonde qu'il ne l'avait pensé. Il a exposé ensuite une série de mesures axées sur de nouvelles restrictions budgétaires dans les services sociaux, une augmentation des impôts pour la majorité des travailleurs et une limitation à 6 % de l'augmentation des salaires dans la fonction publique. Presque tout le monde est touché par ces mesures d'austérité. En particulier, les pensions des personnes âgées ont été diminuées au même rythme que les allocations de chômage. Le but que se fixait le précédent budget était de limiter les dépenses gouvernementales et de freiner l'inflation, mais cela s'est avéré impossible et les Conservateurs tentent aujourd'hui de mettre en œuvre des mesures désespérées pour faire face à la crise. Le nombre des chômeurs s'élève aujourd'hui, selon les sources gouvernementales, à 2 162 874 demandeurs d'emploi.

LA GROGNE

Mais l'opposition de la classe ouvrière à la politique gouvernementale et le maintien de sa combativité ont également accentué les tensions du côté patronal. Des secteurs entiers de l'industrie de transformation souffrent du « monétarisme » brutal des Conservateurs. Les coupes dans les subventions de l'Etat au secteur privé, l'impact du renchérissement de la livre sterling et de la hausse des



Margaret Thatcher, aujourd'hui au sommet de son impopularité à cause du chômage et de la hausse des prix (DR).

taux d'intérêts sur les exportations ont frappé les profits de secteurs industriels clés. Lors du récent congrès de l'organisation patronale britannique, la Confederation of British Industry (CBI), son président, sir Terence Beckett, a lancé un appel pour mener une lutte « ouverte » contre le gouvernement afin de sauver l'industrie. Cela a d'ailleurs amené certains patrons pro-Thatcher à quitter la CBI. Terence Beckett est un personnage important du patronat britannique : il était président de Ford-Grande-Bretagne avant d'accéder à la direction de la CBI l'an passé.

Terence Beckett a poursuivi ses attaques contre le gouvernement et, le 3 décembre, il a déclaré, à l'occasion d'une réunion dans la région industrielle des West-Midlands, que l'industrie devait supporter une trop grande part du fardeau et qu'il était déçu par le caractère limité des coupes budgétaires opérées par Geoffrey Howe. Dans un discours agressif, il a expliqué que « des pans entiers du tissu industriel étaient en train de partir en quenouille sans qu'on puisse les empêcher ». Il a poursuivi en expliquant : « Mais nous devons arrêter ce pourrissement. Nous ne pouvons pas laisser des secteurs entiers de l'industrie partir en déconfiture. »

La production de l'industrie de transformation devrait chuter, selon les données de la CBI, de 14 % entre cette année et l'année prochaine. La chute n'avait atteint que 11 % au plus fort de la crise de 1929-1931.

Les fermetures d'entreprises atteignent une moyenne de 560 par mois et 961 sociétés ont été amenées à cesser leurs activités rien que pour le mois d'octobre 1980. Beckett a souligné que le chômage continuait son escalade pour atteindre aujourd'hui une moyenne de 3 000 pertes d'emploi par jour. Il a critiqué le gouvernement parce qu'il ne s'est pas montré suffisamment déterminé à couper davantage dans les dépenses budgétaires et à réduire les taux d'intérêts et permettre par là d'augmenter les profits.

Des secteurs de plus en plus importants des classes dominantes critiquent la politique des Conservateurs. Ils se demandent si les amis de Mme Thatcher seront capables de mener à bien leur engagement à briser le pouvoir des syndicats et à contrôler plus étroitement l'action de la classe ouvrière. Ils observent que les syndicats du secteur public restent forts et, même si les dépenses des services publics ont chuté au cours des six derniers mois, ils demandent des coupes budgétaires supplémentaires dans la perspective de parvenir au réaligement du secteur public sur le secteur privé pour ce qui est du niveau des salaires et du taux de chômage.

Ils sont déçus par la paralysie du gouvernement et la complète incompréhension qu'il manifeste — de leur point de vue — des questions économiques, incompréhension reflétée par sa politique purement monétariste. Ils s'inquiètent de ce que les effets de

la crise ne portent sérieusement atteinte à la possibilité pour le capital britannique de redevenir concurrentiel à l'occasion d'une relance des affaires, pour limitée qu'elle soit.

Ces divisions au sein des secteurs d'appui traditionnels des Conservateurs se reflètent au sein du gouvernement. James Prior, le secrétaire d'Etat à l'Emploi, a été vertement critiqué par le Premier ministre Margaret Thatcher et par les députés conservateurs les plus à droite, pour s'être montré « trop mou » avec les syndicats. Thatcher a demandé des lois plus dures pour s'en prendre au pouvoir des syndicats, alors que Prior, qui a tiré les leçons des échecs passés des lois anti-syndicales, se propose d'attaquer les syndicats de façon moins précipitée. Pour l'instant ce conflit est resté dans les limites de la politique économique générale menée par le gouvernement.

La faillite patente de la version Thatcher du « monétarisme » a relancé le débat publiquement et Prior, en compagnie de l'ancien dirigeant conservateur Edward Heath, a commencé à critiquer ouvertement l'actuelle politique gouvernementale. Le conflit ouvert au sein des cercles dominants a renforcé la défiance de la classe ouvrière envers les Conservateurs. Il est devenu évident pour tout le monde que le gouvernement n'est pas capable de résoudre les problèmes de l'augmentation vertigineuse du chômage et de l'inflation et les travailleurs se retournent de plus en

grande manifestation ouvrière des dix dernières années. Toutes ces initiatives ont été prises au travers de la Commission exécutive nationale du Parti travailliste.

Le 24 janvier prochain, doit se tenir une conférence extraordinaire du Parti travailliste, la troisième en dix-huit mois, pour décider qui sera élu comme dirigeant du parti. Et l'on s'attend à ce que ce soit Michael Foot qui soit désigné pour ce poste. Cela ne pourra qu'encourager le mouvement de masse, dans la mesure où Foot est perçu comme un candidat de la gauche.

Les Conservateurs vont devoir imposer des accords salariaux à des travailleurs qui ont encore en mémoire le précédent de la lutte des pompiers.

Le Comité de liaison entre le Parti travailliste et le TUC a lancé un appel pour une semaine d'action contre les Conservateurs en février 1981, au moment où le gouvernement doit procéder à de nouvelles attaques contre les services publics.

La manifestation du 29 novembre a montré que le mouvement ouvrier est en marche, en dépit de ses confusions et de ses contradictions,

et malgré le handicap que constitue la faiblesse de ses directions réformistes. Comme l'expliquait Jo Richardson, membre de la Commission nationale exécutive du Parti travailliste, devant la très nombreuse assistance rassemblée le 29 novembre : « *La seule personne que je souhaite voir au chômage, c'est Margaret Thatcher !* » Tant il est vrai qu'elle rassemble sur elle la colère croissante de toutes les masses travailleuses britanniques contre les Conservateurs. ■

P. K.

OFFREZ TOUT « INPRECOR » SUR LA POLOGNE POUR 30 FF

NOUS avons besoin de temps » s'inquiète Antoni Macierewicz. Il dirige le Centre de recherches socialistes qui regroupe les experts du syndicat « Solidarité » de la région de Varsovie.

« Il faut fixer des limites à la dynamique du mouvement » répond en écho Jacek Kuron, qui est le principal animateur du KOR, le Comité d'autodéfense sociale.

INPRECOR leur a donné la parole dans son numéro 91.

21 juillet, à la limite du bouclage, *INPRECOR* consacre sa dernière couverture avant les vacances au mouvement de grève qui commence à s'étendre en Pologne.

15 décembre, *INPRECOR* consacre un dossier de 24 pages à l'évolution de la crise polonaise.

INPRECOR a sans doute été la publication qui a consacré le plus de place à suivre la crise polonaise. Depuis juillet, c'est l'équivalent d'un gros volume qui a été publié.

INPRECOR propose la série de ses numéros sur la Pologne (82 à 91) pour 30 F (au lieu de 100 F à l'achat au numéro). C'est un instrument de travail indispensable pour comprendre ce qui est arrivé, et prévoir ce qui va se passer.

Parmi vos amis et connaissances, il y a bien un militant socialiste, un membre du PCF, un syndicaliste de la CGT ou de la CFDT qui pense comme nous que la Pologne est l'événement le plus important en Europe depuis Mai 1968.

30 F, c'est un cadeau pas cher si cela peut le convaincre qu'en défendant la Pologne ouvrière contre les bureaucrates du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) et du Kremlin, c'est l'idée même du socialisme que nous défendons.

COMMANDES : CHEQUES POSTAUX OU BANCAIRES

A L'ORDRE DE « PEC », 2, RUE RICHARD-LENOIR, 93100 MONTREUIL (MENTION INPRECOR POLOGNE)

Une lettre de prison de Valéri Abramkine

à tous les rédacteurs, collaborateurs, lecteurs et amis de « Poiski »

LE procès de Valéri Abramkine, jeune rédacteur (33 ans) de la revue moscovite *Poiski*, condamné à 3 ans de camp à régime sévère, a fait partie de la charette de procès intentés contre trois des rédacteurs de la revue au mois d'octobre dernier. Bien que conclu par une lourde condamnation, son procès n'en a pas moins constitué un certain échec pour les autorités soviétiques. La répression qui sévit depuis un an et demi n'aura entamé ni ce soutien inespéré exprimé au cours du procès par une assistance chaleureuse, ni l'attitude exemplaire, aussi bien de l'accusé que des différents témoins. De plus, le vœux exprimé par Abramkine du fond de sa cellule que la revue « connaisse une digne

continuation », s'est réalisé : au moment même où il était condamné, une nouvelle revue intitulée *Poiski i Razmychlenia* (Recherche et Réflexion) a commencé à circuler. Ses rédacteurs, qui conservent l'anonymat, considèrent leur activité « comme le prolongement direct de *Poiski* ». Pendant ce temps, les bureaucrates préparent un nouveau procès, celui de Vladimir Sorokine, qu'ils veulent poursuivre pour « faux témoignage » lors du procès de Sokirko.

Le texte qui suit est la transcription intégrale de la première lettre que Valéri Abramkine a fait parvenir du fond de sa prison à la suite de sa condamnation.

Voilà, le second procès de l'affaire *Poiski* vient de se terminer. Je n'ai malheureusement aucune information en ce qui concerne Iouri Grimm (1), et je sais très peu de choses du procès de Victor Sokirko (2). Mais le procès contre *Poiski* est-il réellement terminé ? L'affaire entamée contre *Poiski* aura-t-elle des suites ? Lors d'un des derniers entretiens, Bourtsev (3) s'est on ne peut plus clairement exprimé à propos des futurs plans des autorités : « *A proprement parler, l'affaire numéro 506 11/14-79 ne sera pas close après vos trois procès. Il y a encore de quoi faire...* »

Pour ce qui est de la seconde question, c'est à nous d'y répondre.

En ce qui concerne les moyens de la lutte menée contre notre journal, il n'y a au niveau des principes rien de nouveau. La seule chose étonnante est que nous ayons tenu si longtemps et que huit numéros aient réussi à paraître.

Depuis la répression de janvier 1979 jusqu'à la fin du mois d'août 1980, l'enquête ne nous a présenté (ou tout du moins à moi) aucun chef d'accusation, aucun fait concret concernant la calomnie, ni même un seul exemple : tel article contient à notre avis des propos calomnieux. La conclusion de l'enquête, dont j'ai pris connaissance il y a très peu de temps, n'a pas renoncé au schéma traditionnel : tels articles de tels numéros contiennent tels « propos mensongers dont la diffusion a porté préjudice au prestige international de l'URSS ». C'est tout. Comme si pour preuve, seules les affirmations étaient nécessaires, les arguments étant superflus. Aucune analyse, aucun examen critique, pas même une seule citation de l'œuvre « criminelle ».

La cour a oublié toute parole,

toute tentative de poser les questions comme il convient. On n'a pas entendu un mot, pas une citation de la revue (sauf le titre des articles). L'examen de l'affaire, l'instruction, l'enquête ? La police, la police habituelle ! « *Où avez-vous pris, à qui avez-vous donné, où avez-vous déposé, qui a apporté la machine, qui a tapé ?* » Ma tentative d'exposer, ne serait-ce que succinctement (il n'était pas difficile de deviner que les juges n'avaient pas lu un seul numéro du journal) le contenu du premier numéro s'est heurtée immédiatement à une série d'aboiements féroces. Et alors que je persévérais, le président et le procureur, affolés, se sont précipités dans la salle de délibération et on a immédiatement fait évacuer tous ceux qui étaient présents dans la salle. Mais qui donc tous ? Ceux qui étaient là, ces « représentants de la société », tout le monde sait d'où ils viennent ! C'était une telle panique qu'ils n'ont même pas annoncé que j'étais privé de mon dernier droit de parole et que la cour s'était retirée pour établir la sentence...

LE « POUR » ET LE « CONTRE »

Et qu'est-ce qu'il a donné ce procès ? Il a montré une fois de plus comment ils nous jugent, mais il n'a pas apporté un seul élément nouveau à ce tableau, bien connu — et depuis longtemps — de mensonge, de violence, d'arbitraire et d'illégalité. Alors pourquoi est-ce que tout cela a été nécessaire, ne serait-ce que pour moi, pourquoi ? Mettons à part les aspects personnels : comment renoncer à la possibilité de voir des visages aimés, d'entendre les voix d'amis après une réclusion de dix mois. J'ai exposé de façon assez détaillée aux lecteurs de

Poiski dans le dernier interview tous les « pour » et « contre » la participation à cette farce juridique pitoyable, et comme idéal, j'ai moi-même opposé en toute logique un « non » à leurs efforts piteux et vains de prétendre à une prétendue enquête juridique, et en qualité d'exemple louable, j'ai cité la conduite de Sacha Podrabinek et de B. Gaouskas au cours de leur procès. J'étais prêt à assumer ce refus, cette décision, à ne pas me joindre à ce jeu répugnant, et (croyez-moi) j'aurais eu assez de forces pour surmonter la déception de ne pas vous voir.

Je vais essayer d'expliquer pourquoi j'ai « trahi » ces principes élaborés auparavant.

Il y a eu au cours de cette affaire un fait inédit : il semble que ce soit la première tentative de la part d'organes répressifs d'atteler à leur travail des idéologues officiels (4). La « conclusion des experts », dont j'ai pris connaissance lors de la clôture du dossier, a donné prétexte à un faible espoir de dialogue ; dialogue malgré tout, même si nos droits devaient être largement rognés et même s'il devait s'établir selon des règles imposées et malhonnêtes. Face à cette situation, je ne pouvais pas, je n'avais pas le droit de renoncer à une discussion possible (il était tout à fait naïf de ma part de supposer qu'une telle possibilité me soit offerte, mais il ne faut pas oublier que *Poiski* a débuté avec la même naïveté), à la possibilité de recherche de compréhension mutuelle entre les forces divergentes, antinomiques de notre société (chose qui n'est pas caractéristique de notre seul pays, ni de notre seul peuple).

Mais voici le procès terminé, et tous ces espoirs ont été brisés, il nous a convaincu une nouvelle fois que le dialogue avec eux est *par principe im-*

bien que nos positions ne se soient pas rapprochées (y compter aurait été faire preuve de naïveté), l'essentiel est que la compréhension mutuelle, ne serait-ce qu'entre nous, soit devenue une réalité.

DESTIN DE NOTRE RUSSIE

Aussi étrange que cela puisse paraître, la courte période d'existence de *Poïski* a coïncidé avec le moment le plus dur de l'histoire du mouvement démocratique de notre pays. Je n'ai pas à l'esprit la répression qui s'est abattue sur le mouvement de défense des droits de l'homme, ni les terribles purges préolympiques, qui ont eu pour les autorités une signification particulière dans la lutte contre la pensée indépendante, la parole libre, non soumise à la censure (ce n'est pas un hasard qu'apparaisse dans la « conclusion des experts » ce petit mot : liquidation...).

Est-ce à nous qui avons compris dans quel pays nous vivons, et dans quelles conditions il nous faut agir, de nous plaindre des méthodes que le pouvoir totalitaire utilise contre la dissidence ? Le pire se situe ailleurs. Ces dernières années ont vu dans le mouvement des droits de l'homme une tendance de plus en plus nette à l'intolérance, une tendance malade à vouloir se démarquer et diviser les différents courants qui la composent. J'aimerais être clairement compris. Le mouvement démocratique, à l'origine, s'est construit autour de tendances différentes. Il n'y a pas lieu de s'en plaindre, au contraire, toute tentative d'effacer cette multitude de conceptions au profit d'une ligne étroite et unanime serait mortelle. Mais ce caractère hétérogène n'implique pas l'indifférence, l'intolérance dogmatique. Nous ne pouvons exister, dans les conditions données de la réalité sociale, qu'avec une coordi-

nation de nos activités, une entraide fraternelle ; et nous ne pouvons nous développer, évoluer que dans le cadre d'une collaboration féconde entre différents courants, parfois tout à fait opposés de par leurs conceptions ; collaboration dont *Poïski* a donné l'exemple. Quelle que soit la différence de nos espoirs en ce qui concerne la Russie future, nous avons en commun le même pays, le même peuple, le même malheur, la même douleur. Est-ce le moment de définir déjà le caractère exceptionnel de telle ou telle idée dans le destin ou dans l'histoire de notre pays, alors que l'existence même et le futur de cette Russie sont menacés et sans lesquels il n'y aura ni destin, ni histoire ? Face à cela, avons-nous le droit d'agir de façon irresponsable, à la façon de nos idéologues officiels ? Toujours prêts, au bord du précipice, à annoncer : « *Toujours à l'avant-garde... le plus progressiste... le seul scientifique... succès incontestable... droits effectifs... hurra !* »

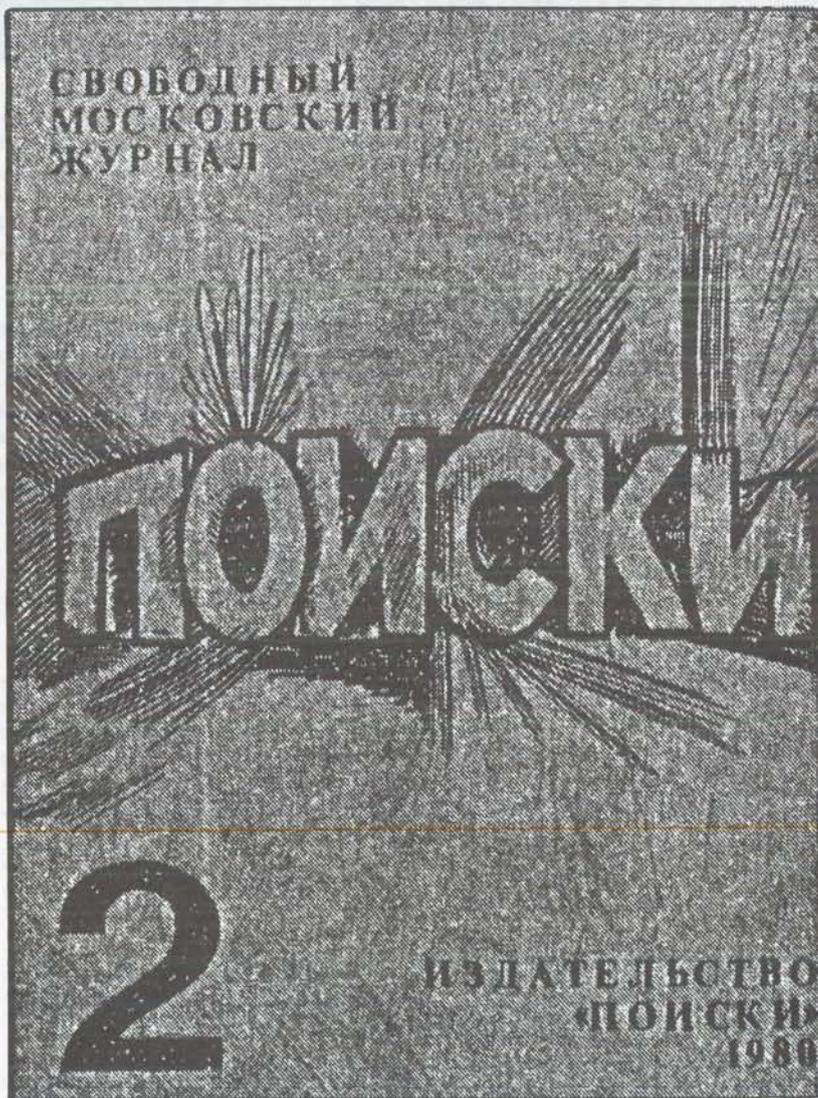
La situation dans laquelle je me trouve aujourd'hui m'interdit moralement d'émettre des propositions précises quelles qu'elles soient, de vous pousser à telles ou telles activités concrètes. J'ose simplement espérer que le travail commencé par *Poïski* connaîtra une digne continuation. Voilà, c'est tout pour l'instant.

Je vous embrasse. Encore une fois merci pour votre aide et votre soutien. ■

V. A.

8 octobre 1980.

Prison de La Boutyrka, place Djerzinski, cellule numéro 19.



L'Association des amis de « *Poïski* » vient de publier en France le second recueil d'articles, en russe, de la revue moscovite non soumise à la censure.

* L'Association des amis de *Poïski* : Michel Bouvet, 59, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris.

Tout versement à : *Poïski-Recherches*, Compte bancaire 5083 1 495, Société Générale, Agence 04043, 64, rue Bouci-

caut, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Adresse de Piotr Markovitch Abovine Egidès (membre fondateur de *Poïski*) : Mozartstrasse 23, Pension Westfalia, 8000 München 2, Allemagne fédérale.

1. Iouri Grimm a été condamné à 3 ans de camp à régime sévère.

2. Victor Sokirko a été condamné à 3 ans avec sursis.

3. Bourtsev est chargé de l'instruction du dossier *Poïski*.

4. Parmi les experts, savants et idéologues officiels sollicités, un certain nombre ont répondu aux sollicitations de la *procurature* en rédigeant des rapports destinés à fonder les termes de l'accusation ; il s'agit de Sokolov, chercheur à l'Institut d'économie ; V. S. Oukrainster, directeur de l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences de l'URSS, ainsi que E. D. Mordjinskaïa et P. F. Kazine du même Institut ; G. A. Droukan de l'Institut de l'histoire de l'URSS ; O. Rjevchevski de l'Institut d'histoire générale ; T. Timofeev, directeur de l'Institut d'histoire du mouvement ouvrier international, membre correspondant de l'Académie des sciences.

5. Dès l'ouverture de son procès, Victor Sokirko a ouvertement déclaré avoir adopté une attitude de compromis avec les autorités (en désavouant l'interprétation et l'utilisation de ses idées, oppositionnelles au niveau politique) par crainte pour l'avenir de sa femme et de ses quatre enfants en bas âge. Mais il a toujours radicalement refusé de témoigner contre d'autres personnes et contre ses collègues de *Poïski*. Verdict : 3 ans avec sursis.



Choisir entre Grenade et la Jamaïque

écembre 1980. — La campagne électorale est d'ores et déjà lancée à Maurice. Dans douze ou dix-huit mois environ — si rien ne vient troubler le train-train parlementaire — les Mauriciens voteront pour élire leurs députés. Mais bien des choses ont changé depuis les dernières élections de 1976 (1). Les travailleurs sont passés par deux fois à l'offensive par la grève générale de 1979 (2) puis par la mobilisation de septembre 1980 autour de

la grève de la faim de treize syndicalistes (3). Par ailleurs, l'économie insulaire est frappée d'une crise sans précédent qui bouleverse les projets politiques des uns et des autres. La campagne électorale démarre donc très tôt, dans la mesure où il va s'agir de savoir qui, de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière, au terme de ces années de luttes, a marqué des points contre l'adversaire.

Claude GABRIEL

Gaétan Duval, le leader du très réactionnaire Parti mauricien social-démocrate (PMSD), synthétise parfaitement le point de vue des industriels du sucre d'origine française qu'il représente. En parlant de l'actuelle coalition gouvernementale que son parti forme avec le Parti travailliste (PT), il déclare : « Nous sommes "condamnés" à une alliance électorale. Cette alliance électorale, il faut bien se le mettre dans la tête, ne constitue pas un choix. Elle est inévitable pour ceux qui veulent préserver la démocratie à l'île Maurice. (4) » Cette « démocratie » dont parle Duval se matérialise quotidiennement dans le luxe scandaleux qui entoure les « grands blancs » sucriers dont Duval est le courtier dévoué. Cet objectif du front bourgeois pour les prochaines élections a été une nouvelle fois proclamé avec vigueur au cours d'un meeting, le 10 novembre dernier, à Currepipe. De tels meetings sont suffisamment rares de la part de ces notables pour que celui-ci soit significatif. A cette occasion, Duval devait y proclamer que « les noms de Rangoolam (leader du PT et Premier ministre) et de Duval entreront dans l'histoire de ce pays comme signifiant l'unité mauricienne (5) ». Tout aussi révélatrice a été l'attitude du Premier ministre Rangoolam au cours de la

session parlementaire de novembre. C'est sur un ton violent et sans détour que le leader du PT a dénoncé les syndicats et leurs militants comme étant responsables de la crise. De toute évidence, le paternalisme n'est même plus de mise.

UNE ECONOMIE NEOCOLONIALE RAVAGEE

La droite mauricienne sait — et elle a raison sur ce point — que la situation internationale et la situation économique locale ne permettent plus aucune marge de manœuvre. Soit la classe ouvrière recule et accepte un programme d'austérité draconien, qui permettra de préserver les profits capitalistes, soit il faudra employer d'autres méthodes afin d'imposer les privilèges des classes dominantes. C'est bien pourquoi la presse de droite passe régulièrement des articles sur la victoire électorale du JLP d'Edward Seaga à la Jamaïque. La bourgeoisie comprend bien que la crise économique place Maurice entre deux éventualités : Grenade ou la Jamaïque.

Maurice est avant tout autre chose une île sucrière. Le sucre livré à la Communauté économique européenne (CEE) constitue l'essentiel de ses ressources à l'exportation. L'actuelle pénurie mondiale de sucre

et la montée des cours avantage en principe l'île Maurice. Les mauvaises récoltes en URSS, en Pologne, à Cuba et au Mexique font monter les prix. C'est pourquoi une récolte de 475 000 tonnes en 1980, inférieure à celle de 1979, permet pourtant à l'île Maurice de faire des recettes supérieures (6). De juillet à octobre 1980, le pays recevait 767 millions de roupies (7) en échange de ses ventes de sucre à l'Europe.

Mais cette économie n'est rien d'autre qu'une économie néocoloniale classique : très grande faiblesse des investissements productifs, avantages scandaleux donnés aux industriels étrangers, thésaurisation et gabegie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

La crise structurelle de l'économie néocoloniale se signale notam-

1. Voir Claude Gabriel, « Après la victoire du MMM à l'île Maurice », *Inprecor*, numéro 65, ancienne série, 13 janvier 1977.

2. Voir Claude Gabriel, « Le MMM aux portes du gouvernement », *Inprecor*, numéro 18, nouvelle série, 12 mai 1978 ; et Claude Gabriel, « Vers l'épreuve de force à l'île Maurice », *Inprecor*, numéro 62/63, nouvelle série, 1er novembre 1979.

3. Voir *Rouge*, 19 novembre 1980.

4. *Le Mauricien*, 10 novembre 1980.

5. *Le Mauricien*, 11 novembre 1980.

6. *L'Express*, 12 novembre 1980.

7. La roupie vaut environ 60 centimes français.



Une économie néocoloniale menacée de banqueroute.

ment par une dette extérieure qui atteint des sommets vertigineux. On avance pour Maurice le chiffre de 345 millions de roupies de dette prévisible pour 1982. Mais ce chiffre est sujet à caution, puisqu'il faudra de toute manière lui ajouter les nouveaux emprunts au Fonds monétaire international (FMI). Cette année, le service de la dette dépasserait les 10 % des recettes d'exportation (8).

Evidemment, la facture pétrolière occupe une place importante dans cette situation. Mais rien ne vient compenser le déficit énergétique dans l'économie néocoloniale. La facture pétrolière a pratiquement doublé en un an, passant de 274 à 515 millions de roupies. Mais l'Ile importe, *en volume*, deux fois plus qu'en 1974 pour une production intérieure stagnante. On note plus particulièrement des importations de biens alimentaires pour la somme de 750 millions de roupies ; mais la viande et le riz — aliments de base — ne

représentent à eux deux que 251 millions de roupies de ces achats. A quoi servent les 499 millions restant, ou plutôt, quelle en est la part de biens de luxe nécessaires à un tourisme endémique et à une bourgeoisie vorace ? Ce fameux tourisme, « source de devises » que la classe dirigeante encourage pour faire de l'Ile Maurice un pays de domestiques, est en réalité un facteur supplémentaire de déséquilibre, comme cela est généralement le cas dans les pays sous-développés (9).

Le 23 octobre 1979, le gouvernement décidait une dévaluation de 30 % de la roupie pour tenter de stopper la marche vers l'état de cessation de paiement. Mais cette mesure a eu peu d'effet. Les prix ont grimpé de 45 % d'octobre 1979 à août 1980. Il y a officiellement 35 000 chômeurs, soit 11 % de la force de travail (10). Le secteur privé licencie plusieurs milliers de travailleurs, alors que la fonction publique occupe — autre trait néocolonial — plus de 50 % des Mauriciens au travail.

A tout cela, la bourgeoisie répond avec cynisme : emprunter pour tenir et exporter de plus en plus pour rembourser. La zone franche — affaire juteuse pour les industriels étrangers — doit en principe servir à produire pour l'exportation ; mais son bilan est loin des espérances de départ. Que reste-t-il à faire pour Ringadoo, ministre de l'Economie, si ce

n'est d'aller frapper à toutes les portes, celles du FMI, de la Caisse centrale de coopération française, de la Banque mondiale jusqu'à celle du Kuwait Arab Development Fund (11) ?

Le 22 septembre 1980, la Banque mondiale soumettait son rapport, clair, net et précis : introduction de la scolarité payante, paiement des services médicaux, réduction du programme de logements, nouvelles taxes et diminution des subsides sur le riz, la farine, etc., et enfin blocage des salaires. Aux travailleurs de payer la crise pour que ces messieurs conservent leurs profits.

LA MISERE ET LA REPRESSION

Le minimum vital reconnu se situerait entre 1 800 et 2 000 roupies par mois. Un coupeur de canne qui doit nourrir toute sa famille gagne environ... 728 roupies. Sur 310 000 personnes ayant un emploi, plus de 70 000 sont payées à la journée, principalement dans le secteur manufacturier.

8. *Le Militant*, 29 octobre 1980.

9. Voir J. Boutillier, J. Copans, M. Fiéroux, *le Tourisme en Afrique de l'Ouest*. Dossiers africains, Editions Maspéro.

10. *Le Cernéen*, 25 novembre 1980.

11. *Week-End*, 16 novembre 1980.

PT : Parti travailliste.

PMSD : Parti mauricien social-démocrate.

MMM : Mouvement militant mauricien.

UDM : Union démocratique mauricienne.

PSM : Parti socialiste mauricien.

GWFF : Fédération générale des travailleurs.

Le patronat licencie à tour de bras et les biens de première nécessité atteignent des prix prohibitifs. Les quartiers ouvriers manquent d'eau et d'électricité. Les transports en commun sont totalement vétustes et hors de prix. Le gouvernement se permet des augmentations soudaines et incroyables (100 % sur l'eau par exemple) et prépare une politique d'austérité encore plus sévère.

Pour maintenir son pouvoir, la coalition gouvernementale, qui rassemble la grande bourgeoisie sucrière et la bourgeoisie indienne, dispose d'un dispositif anti-ouvrier très au point. L'*Industrial Relation Act* (IRA) institue des méandres juridiques invraisemblables avant que des syndicats puissent être officiellement reconnus. C'est ainsi que les syndicats UASI et SILU, regroupant une partie importante des coupeurs de canne et des ouvriers des raffineries ne sont toujours pas reconnus par les patrons — ce qui fut le thème central de la grève générale de 1979. Le *Public Order Act* (POA), de son côté, rend de fait toutes les manifestations illégales. Ces deux lois scélérates font que, pour toute revendication, il faut passer par un labyrinthe de concertations avant de pouvoir faire grève. Ainsi protégé par la loi contre toute lutte, le patronat a pu tranquillement licencier des centaines de travailleurs en 1979 pour « grève illégale ». Les syndicats des transports et ceux des docks ont ainsi pu être décapités. 1 900 licenciements ont eu lieu dans ces deux seuls secteurs.

Le gouvernement dispose aussi de moyens de répression policière bien affûtés avec les effectifs de la

Riot Unit, de la *Special Force* et de la police politique (SSS).

Le pouvoir a décidé en 1980 de casser l'opposition ouvrière et de briser la fédération syndicale majoritaire, la Fédération générale des travailleurs (GWF). A l'occasion du débat parlementaire sur l'IRA en novembre, les députés réactionnaires ont clairement annoncé la couleur. Jagat Singh, ministre de l'Education, déclarait que « la prolifération des syndicats » ne créait pas une situation saine, car elle « permet aux travailleurs de quitter un syndicat pour adhérer à un autre (12) ». Le Premier ministre rendait l'opposition responsable des difficultés économiques et des licenciements... pour cause de grèves illégales (13).

Les motions présentées au Parlement par le MMM et le PSM pour amender l'IRA se sont heurtées comme prévu à un bloc homogène et hargneux de la majorité. Et c'est à ce moment que le local de la GWF en profite pour brûler entièrement. Un hasard ? Enfin, Ringadoo, le ministre de l'Economie déclarait sans gêne : « On ne peut à tout bout de champ négocier des compensations de salaires sans risque de bouleverser l'économie nationale (14). »

Le « travailisme » mauricien, qui n'est plus rien qu'un parti bourgeois réactionnaire, a perdu le peu de vernis populiste qui lui restait au début des années 1970. Ce parti de l'Indépendance est devenu le meilleur défenseur de l'impérialisme. Rangoolam a beau rappeler à longueur de polémique que, sous la colonisation, il était aux côtés des travailleurs en lutte, il ne peut plus cacher la trique

qu'il leur destine aujourd'hui. Et, si cela s'avérait insuffisant, l'impérialisme veille...

VORSTER, REAGAN, GISCARD ET LES AUTRES

Le fait exceptionnel qui marque cette année 1980 est que l'Afrique du Sud est devenue le principal fournisseur de l'Ile Maurice, devant la Grande-Bretagne, avec une valeur de 459 millions de roupies d'importations. L'Etat raciste a toujours considéré Maurice comme un pays de sa zone de défense. Duval et son PMSD n'ont jamais caché leur *flirt* avec Pretoria qui, en retour, manœuvrait intelligemment pour s'affirmer peu à peu dans le pays. Par exemple, l'Afrique du Sud achète à un prix largement supérieur aux cours mondiaux le thé mauricien, devenant ainsi tutrice de ce secteur économique. Aujourd'hui, un touriste sur cinq est sud-africain et les avions de la South African Airways font escale à Maurice. Air Mauritius, en pleine crise, vient de recevoir des Sud-Africains un *Boeing-707*. Et le processus va en s'accéléralant. Les importations en provenance d'Afrique du Sud ont augmenté de 30 % en une année. L'Ile importe 38 fois plus qu'elle n'exporte vers ce pays (15). Tout cela a abouti à un geste impensable voilà encore quelques mois : Maurice n'a pas voté contre l'Afrique du Sud à l'ONU le 8 novembre 1980. On comprend aisément que la demande de « boycottage total » soit devenue impossible — même en paroles comme c'est souvent le cas pour les votants — pour le gouvernement mauricien.

Le « non-alignement » dont se réclame évidemment Rangoolam est aujourd'hui une vaste farce. Ecrivant à Ronald Reagan à l'occasion de son élection, il lui déclare que Maurice est « prête à apporter sa contribution à la défense globale de l'Ouest (16) ». Le régime se félicite aussi de l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher et les relations avec Paris sont au beau fixe. On parle même d'un accord militaire secret avec la France, principale puissance militaire, installée à la Réunion voisine.

A propos de Diégo Garcia, le régime perd toute retenue, Rangoolam laissait traditionnellement planer le doute quant à un retour éventuel à la souveraineté mauricienne sur cette île cédée aux Britanniques au moment de l'Indépendance pour en faire une base américaine. Aujourd'hui, il

ILE MAURICE

Capitale Port-Louis.

950 000 habitants.

61 % d'Indiens (hindouistes et musulmans).

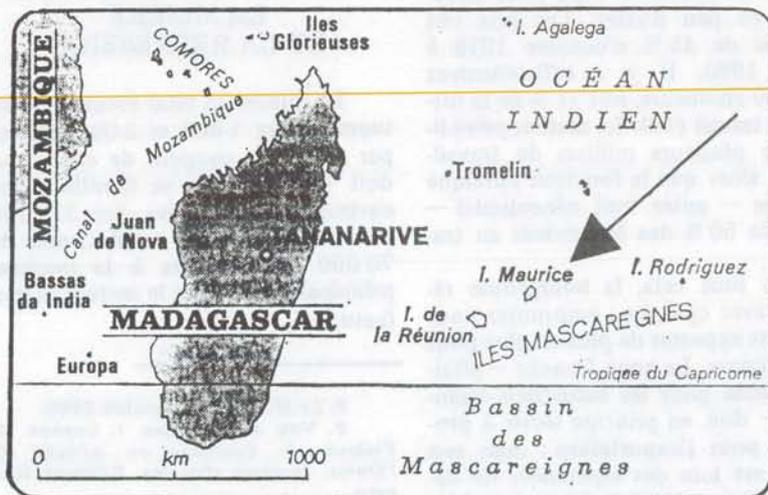
32 % de Créoles.

2 % de Chinois.

5 % de Blancs d'origine française.

1 865 km².

95 % des terres cultivées pour la canne à sucre.



12. *Le Cernéen*, 19 novembre 1980.

13. *The Nation*, 19 novembre 1980.

14. *Week-End*, 16 novembre 1980.

15. *Week-End*, 23 novembre 1980.

16. *Week-End*, 16 novembre 1980.



Le Parlement mauricien. C'est sur ses sièges que les dirigeants du MMM ont commencé à lorgner vers la réforme plutôt que vers la révolution...

dit de cette île, dont les habitants ont été chassés pour des besoins militaires, que c'est une « *forteresse de la paix* » alors que Diégo Garcia est pour les États-Unis une plaque tournante de tous leurs dispositifs belliqueux orientés vers l'Afrique australe, la mer Rouge et l'Inde.

On comprend mieux désormais que le slogan actuel de la coalition PT-PMSD soit la lutte anti-communiste et que l'on va même jusqu'à parler d'une rencontre Reagan-Rangoolam pour janvier 1981...

LA CRISE SOCIALE ET LES MANOEUVRES ELECTORALES

Depuis 1975, l'idée d'une coalition PT-MMM a parcouru régulièrement certains milieux. Une telle alliance avait pu séduire certains dirigeants du PT, soucieux de retrouver l'oreille des masses et de diriger le pays avec leur assentiment. Elle avait fait lorgner des membres du Mouvement militant mauricien (MMM), car cela semblait être le seul moyen d'accéder — enfin — aux portefeuilles ministériels. Mais les choses se sont compliquées pour ces piètres calculateurs. Le MMM, quelle que soit la nature de sa direction et de son programme, se réclamait des travailleurs et avait cependant peu le contrôle des mouvements sociaux spontanés. Un gouvernement de coalition de ce

type, c'est-à-dire de collaboration de classe avec la bourgeoisie du PT, n'était pas à la portée de la direction du MMM. Elle risquait une rupture immédiate sur sa gauche alors que le PT lui-même aurait exigé une anesthésie totale des mouvements revendicatifs. Bref, le MMM n'était pas à la hauteur d'un gouvernement de coalition pour cogérer l'économie bourgeoise. La crise économique actuelle rend encore moins probable une telle coalition pour les prochaines élections, la bourgeoisie ne pouvant en aucune manière satisfaire la moindre revendication ouvrière pour obtenir la paix sociale. Le « réformisme » de façade que devrait prendre un tel gouvernement est dépassé par les exigences de la situation nationale et internationale. Dans le PT même, c'est la droite qui monte en première ligne, celle de l'aile Boolel, la plus attachée à l'alliance avec le PMSD.

C'est pourquoi la presse attache autant d'importance à deux petites formations bourgeoises que leurs forces restreintes obligent à faire alliance soit sur leur droite soit sur leur gauche pour pouvoir exister.

Il s'agit d'abord du Parti socialiste mauricien (PSM) de Boodhoo, scission du PT, qui se permet à l'occasion un discours très gauche, une agitation populiste et qui vote avec le MMM au Parlement. Il s'agit également de l'Union démocratique mauricienne (UDM) de Ollivry, scission

du PMSD, ouvertement anti-communiste. Jour après jour, les propos contradictoires se succèdent quant à la tactique électorale de ces forces, le jeu consistant à faire monter les enchères sur leur droite comme sur leur gauche. Tantôt on parle d'une coalition possible PSM-MMM, tantôt d'un regroupement PSM-UDM. Boodhoo du PSM n'en est d'ailleurs pas à une contradiction près. Un jour il félicite Rangoolam d'« *avoir sauvé la démocratie à Maurice* (17) ». Un autre jour, il se lance dans une opération éminemment « courageuse », en allant briser une clôture privative sur une plage pour exiger l'accès de tous les Mauriciens à la mer. Enfin, un troisième jour, il déclare : « *Je suis moi-même personnellement contre le communisme, mais je n'ai pas encore été convaincu que le MMM est un parti communiste.* (18) » Une coalition PSM-MMM serait, elle aussi, une coalition de collaboration de classe, dans la mesure où elle placerait les travailleurs à la remorque d'individus aussi démagogiques que Boodhoo.

Quant à une alliance UDM-PSM, elle ne constituerait même pas la fameuse « troisième force » que certains proclament un peu prématurément. L'UDM est un groupuscule sans électeurs, et sa seule fonction,

17. *L'Express*, 17 novembre 1980.

18. *L'Express*, 23 novembre 1980.

actuellement, est d'empêcher un rapprochement du PSM et du MMM qui serait susceptible d'obtenir la majorité des suffrages. Un rassemblement du « centre » UDM-PSM est un leurre, dans la mesure où la direction du MMM occupe déjà politiquement ce centre. Boodhoo, dont la seule espérance est d'accéder au gouvernement, recherche les votes des travailleurs pour se hisser jusque-là. Pour ce faire, il entend bien obtenir un accord avec le MMM.

Autre effet de cette période pré-électorale et de la crise sociale, les associations communalistes reprennent du dynamisme. C'est notamment le cas du Mouvement Conscience hindoue qui propose l'unité de tous les Hindous. Aux travailleurs hindous, cette association réactionnaire propose de ramer pour la petite bourgeoisie cossue en exigeant une Chambre de commerce hindoue (20). Tout cela interpelle le MMM et exige de sa part une réponse claire de défense de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier.

A l'origine simple groupe d'étudiants, le Mouvement militant mauricien (MMM) s'est constitué en 1969. Très vite le parti a pris de l'ampleur, gagné en assurance, en implantation et construit le mouvement syndical indépendant du pouvoir. Sa propagande se fait contre le communalisme, contre les déviations électoralistes, contre le capitalisme. En 1973, il tente de se doter d'une théorie globale. Le programme gouvernemental qu'il propose déclare : « *Le marxisme dont nous nous inspirons, et qui nous vient du meilleur de Marx lui-même, de Lénine, de Gramsci, Luxemburg ou Mao, est un marxisme profondément corrigé par la pensée libertaire.* » L'éclectisme du MMM n'en est alors qu'à ses débuts ; depuis cette époque, cela est devenu une véritable bouillie idéologique dans laquelle on entend même parler du « socialiste français Michel Rocard ». Il est bien difficile de savoir si la direction du MMM a un livre de chevet, d'autant que Bérenger, son secrétaire général, change aussi vite

de couleur qu'un caméléon passant sur une affiche psychédélique.

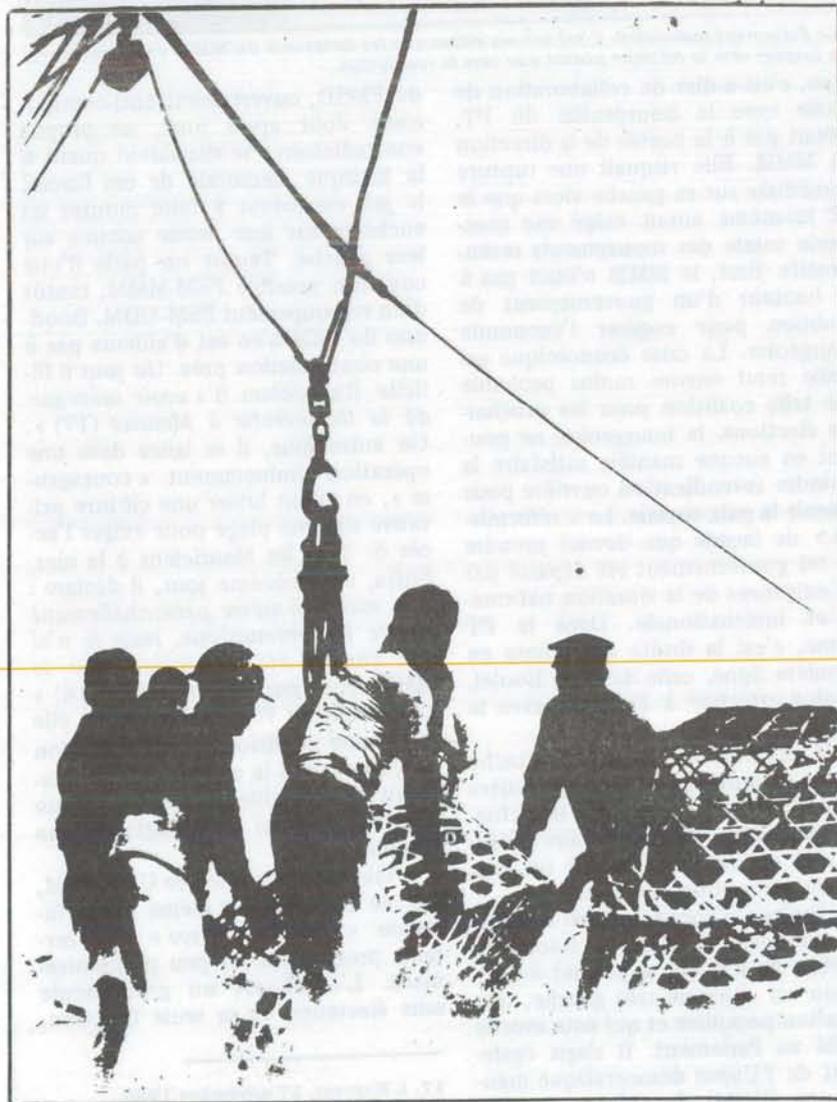
Le MMM pouvait pourtant, en 1976, se dresser face au régime avec derrière lui la fédération GWF, avec une implantation ouvrière très consistante et le groupe parlementaire le plus important (34 députés sur 70). Seule l'alliance entre le PT et le PMSD venait lui barrer la route du gouvernement. Mais déjà à cette époque, les proclamations du MMM sont plus à droite que son programme de 1973 : illusions sur la démocratie bourgeoise, référence au Programme commun de la gauche française et proposition d'un *Working Arrangement* avec le patronat.

Aujourd'hui la direction du MMM poursuit allègrement sa trajectoire droitiste. Un de ses dirigeants, Jean-Claude de l'Estrac, invité en tant que journaliste par le Département d'Etat américain, déclare que le MMM prend exemple sur le Parti socialiste français (21). Et, comble de la sottise, il ajoute : « *J'ai trouvé dans ce pays beaucoup d'occasions pour apprécier la qualité de sa démocratie... Au risque de choquer, je dirai que j'ai trouvé dans beaucoup d'Etats américains une ébauche de démocratie directe. Ce n'est plus l'Etat qui légifère, ce sont les électeurs directement.* (23) » Et de l'Estrac d'ajouter qu'il a l'assurance d'une « *non-intervention des Etats-Unis dans les affaires mauriciennes quel que soit le régime en place* ». De l'Estrac aurait mieux fait de s'intéresser au sort fait au gouvernement du Parti national populaire (PNP) de Michael Manley à la Jamaïque.

Mais on trouve pire encore. Le technocrate Lutchmeenaraidoo, membre du MMM, futur candidat aux élections et qui fait figure d'expert économique du Mouvement, tient des propos sans détour : défense de la zone franche, défense des patrons mauriciens face aux patrons étrangers et soutien à la politique classique de la course aux exportations (24). Il n'est donc plus étonnant que le 15 novembre 1980, le Bureau politique du MMM se soit « *félicité d'une aide accrue* » des USA. Et, avec cette fausse naïveté angélique, Bérenger ajoute qu'il apprécierait en particulier « *toute aide américaine qui permettrait d'empêcher l'île Maurice de basculer dans le camp sud-africain* (25) ».

Cette direction a définitivement adopté un programme réformiste de

Dockers mauriciens : un petit mouvement ouvrier au milieu de l'océan Indien.



- 19. *Week-End*, 30 novembre 1980.
- 20. *The Nation*, 14 novembre 1980.
- 21. *Le Mauricien*, 11 novembre 1980.
- 22. *Le Mauricien*, 14 novembre 1980.
- 23. *L'Express*, 11 novembre 1980.
- 24. *Week-End*, 23 novembre 1980.
- 25. *Week-End*, 16 novembre 1980.

gouvernement, sans rapport avec une volonté anti-impérialiste qui s'appuierait sur la mobilisation des masses.

Certes on trouve encore une référence aux nationalisations, celles des installations portuaires, des assurances et d'une partie des plantations et raffineries de sucre. Mais c'est avec beaucoup plus de détails que le MMM s'étend sur sa défense de l'Etat bourgeois et de l'économie de marché. On parle maintenant d'un « vaste dialogue national », de « participation des travailleurs aux entreprises », d'« introduction du management » dans l'administration, de la création d'un *National Enterprise Board* sur le modèle du NEB britannique pour gérer les participations étatiques dans l'industrie (26).

La direction du MMM a fait le choix explicite d'une gestion de l'économie néocoloniale. Le sauvetage du pays dont elle parle ne signifie pas un bouleversement des structures et la mobilisation des travailleurs, mais le respect des règles actuelles. L'arrivée du MMM au gouvernement ne signifierait pas l'instauration d'un gouvernement ouvrier marchant vers la révolution. Il s'agirait d'un gouvernement bourgeois, par son programme, gérant la crise au nom des travailleurs, à la merci des décisions du FMI et du sabotage impérialiste.

Mais comment le MMM pense-t-il arriver au pouvoir ? Là encore le glissement à droite est irréversible. « Pour arriver au pouvoir le MMM a choisi, compte tenu des particularités de notre pays et du contexte politique local, la voie électorale, mais accorde la priorité à la formation idéologique de ses militants, à l'organisation et à la mobilisation permanentes des masses opprimées. (27) » En vérité la direction s'intéresse plus aux urnes qu'aux mobilisations. Elle se figure que moins il y aura de luttes intempestives, plus il y a de chances d'obtenir un vote MMM majoritaire. C'est un pronostic que dans d'autres pays beaucoup ont fait avant Bérenger, en vain. Bérenger veut plaider l'opposition responsable et respectueuse en souhaitant que le pays aille aux élections « d'une façon aussi civilisée et paisible que possible (28) ».

Se situant sur le même terrain que la bourgeoisie, le MMM veut battre la coalition PT-PMSD avec les mêmes armes que la bourgeoisie. Alors que le communalisme est un poison pour les travailleurs, le MMM flirte avec la *Mauritius Planters Association* qui regroupe des fermiers indépendants hindous. De même, pour se préserver quelques votes de la petite bourgeoisie cossue, il flirte avec la *Mauritius Taxes Payers Association*, sorte de comité de défense des contribuables. Accéder au gouverne-

ment est devenu une obsession pour nombre de dirigeants du MMM. Petite-bourgeoise la direction du Mouvement l'est par son comportement social et politique. L'aspiration à accéder aux postes ministériels, aux réceptions et *attaché-case* est maintenant plus forte que leur passé militant. C'est pourquoi la coalition avec le PSM de Boodhoo leur permettrait d'assurer leur avenir en bradant les revendications des travailleurs.

Mais la direction du MMM n'a pas de politique quotidienne. Elle est ballottée entre la droite du parti et la gauche ouvrière. Elle penche conjoncturellement du côté du plus fort. Bérenger se comporte en Bonaparte au sommet de l'édifice. Mais, lorsque la tension sociale devient trop forte et que les palabres font place aux luttes de masse, Bérenger a de plus en plus de mal à trouver le centre de gravité du MMM. C'est ainsi que, durant la grève générale de 1979, il ne trouva rien d'autre à faire que d'engager une grève de la faim pour tourner un peu les projecteurs vers lui et se présenter en victime charismatique. Pourtant plus le virage à droite se poursuit et plus la crise du MMM s'aggrave. L'équipe dirigeante autour de Bérenger finit par perdre sur les deux fronts, celui de la gauche ouvrière et celui de la droite petite-bourgeoise.

LA CRISE DU MMM

Le Mouvement connaît une crise très grave. Les branches à la base fonctionnent très peu. Le journal *le Nouveau Militant* ne sort plus faute d'argent. Son secrétaire de rédaction, Neerhoo, a trouvé du travail au journal pro-lybrien *Horizons nouveaux*. Si la majorité des travailleurs se réclame toujours du MMM en tant que symbole de l'opposition à la bourgeoisie, elle n'est plus guère organisée et mobilisée par lui. Le groupe parlementaire MMM s'est effrité par des départs au PT. Et, en novembre dernier, c'est un nouveau scandale en son sein : le député MMM Jungoosingh s'abstient au Parlement sur un projet d'aide aux transporteurs privés, car lui-même a des intérêts dans ce secteur. Alors que le Comité central l'exclut de ses rangs, le Parti se divise en deux camps. Jundoosingh cherche des appuis en dénonçant « la dictature de Bérenger ». Un autre député, Venkatasamy, se range à ses côtés et la presse s'empare de l'affaire en parlant des « méthodes communistes » du MMM. On parle même de lutte anti-Hindous à l'intérieur du MMM, histoire de faire passer un peu de racisme.

Mais la vérité est tout autre. Le MMM, dans sa volonté de collaboration de classe, fait jusque dans ses rangs le lit de cette petite bourgeoisie

affairiste. Le problème n'est pas de savoir si on a le droit d'exclure Jundoosingh mais de se demander pourquoi un tel personnage a pu devenir député avec les voix des travailleurs. A cette question la direction du MMM se dérobe. Mais le bilan est là, à trop vouloir caresser le tigre on n'en prend pas moins un bon coup de griffe. Le résultat de l'opération, c'est bien entendu deux députés en moins, mais c'est surtout le cynisme qui commence à faire ses ravages dans les rangs ouvriers (29).

Cette crise du MMM frappe aussi le syndicat GWF. Le syndicat n'a toujours pas trouvé la voie d'une structuration nationale. L'inexistence de structuration par entreprise et par ville, l'incapacité de la GWF à prendre en charge la lutte des femmes et des chômeurs, la lutte contre les pénuries et les prix, réduit l'expérience et la combativité des travailleurs. Faute de combats quotidiens, dans les quartiers et dans les usines, faute d'escarmouches avec les patrons, la classe ouvrière est poussée à quelques grandes mobilisations violentes sans lendemain comme en 1979 et 1980.

De petits locaux dans les régions, des sections d'entreprises, un journal régulier, une agitation et une formation syndicale le soir dans les quartiers ouvriers redonneraient vigueur à la GWF. Mais pour cela il faut briser le lien de dépendance avec la direction du MMM. Celle-ci, préoccupée de la campagne anti-communiste de la droite, s'est mise en tête de faire rompre la GWF avec la FSM au risque d'isoler totalement le syndicat, alors qu'il aurait suffi d'appeler à un soutien de la GWF aux travailleurs polonais. Il y a aussi ce scandale des « négociateurs », au départ conseillers juridiques mais qui, peu à peu, sont devenus les dirigeants occultes et incontrôlés des syndicats. Bérenger, en tant que négociateur de la GWF, parle au nom des travailleurs et impose ses positions. En août 1979, on a ainsi fait croire aux travailleurs qu'il fallait suivre la « promesse » du gouvernement de débattre de l'IRA au Parlement. Quel est le bilan de cette affaire aujourd'hui, après que Rangoolan se soit moqué publiquement des illusions parlementaristes de Bérenger ?

Tout cela déresponsabilise les travailleurs et va parfois jusqu'à bloquer les luttes, comme en 1979 quand le « négociateur » du syndicat de l'électricité empêcha ces travail-

26. Supplément au *Nouveau Militant*, 15 novembre 1980.

27. *Constitution du MMM*, mars 1979.

28. *Week-End*, 16 novembre 1980.

29. *Le Mauricien* et *L'Express*, du 19 au 16 novembre 1980.

leurs de rejoindre la lutte. La direction de la GWF baisse les bras devant ces obstacles faute de volonté et de formation. Mais faut-il que le syndicat sombre avec le MMM ? Ne faut-il pas répondre sans attendre à l'attente des travailleurs qui veulent d'abord sauver leur syndicat ? Tout cela est dorénavant la tâche de la gauche ouvrière radicale.

CONSTRUIRE UNE AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE

Le désaveu de la direction du MMM est maintenant un phénomène de masse à la base. Mais l'alternative n'apparaît pas encore clairement. Comment lutter ? Comment sauver la GWF de la crise du MMM ? La grève d'août 1979 a mis au chômage des milliers de travailleurs combattifs. Le découragement et la recherche de solutions individuelles commencent à apparaître. Une gauche radicale, révolutionnaire, anticapitaliste existe dans le courant de masse dans et autour du MMM. Il faut lui donner corps, il faut la tourner vers la majorité des travailleurs pour empêcher le reflux et les défaites qui s'annoncent à l'horizon. En partant de l'expérience des ouvriers, on peut trouver la voie pour la construction d'un courant révolutionnaire de masse dirigé par un programme d'unité et d'indépendance de la classe. Et la campagne électorale est une occasion importante de procéder à cette clarification.

Les travailleurs voteront MMM contre la droite. Une bataille commence à s'engager pour que les candidats soient réellement leurs représentants et non pas des candidats-surprises, futurs propriétaires d'autobus comme Jundoosingh.

Et il y aura deux façons de voter MMM. Il y a celle de Bérenger qui consiste à voter pour un programme de gestion bourgeoise, pour un projet de collaboration de classe avec la bourgeoisie. Mais il y a aussi un vote MMM pour virer le PT et le PMSD, pour dire « non » à Rangoolam et à Duval. Ce vote-là sera un vote de la majorité des travailleurs ; il faut qu'il se fasse clairement sur une plateforme de revendications urgentes :

— pas de salaire inférieur à 1800 roupies, allocations chômage, abrogation de l'IRA et du POA, dissolution des forces de répression et de la police politique (SSS), nationalisation de l'industrie sucrière, des installations portuaires et des transports, retour de Diégo Garcia à la souveraineté mauricienne, blocage des prix, etc.

C'est sur la base d'un tel programme qu'il faut appeler les travail-

leurs à voter MMM, pour ses candidats ouvriers. Il faut exiger un gouvernement du MMM sans le PSM, sans « personnalités » bourgeoises. La campagne électorale doit être l'occasion de rassembler des centaines et des centaines de travailleurs et de jeunes sur un programme de lutte et d'indépendance de classe. C'est aussi le seul moyen de faire obstacle au projet de Bérenger de coalition avec le PSM, le seul moyen de relancer la vie syndicale et de préparer les luttes à venir.

REVOLUTION PERMANENTE A MAURICE

70 % des Mauriciens ont moins de 35 ans ; 34,5 % ont moins de 15 ans. En 1979, plus de 40 % de la population vivait dans les cinq villes du pays (30). Sur plus de 310 000 salariés, 53 000 travaillaient dans le sucre, 35 000 dans les usines, 4 000 dans l'électricité et l'eau, 9 000 dans la construction, 8 200 dans les transports et 6 600 dans les travaux publics, faisant de l'île Maurice un pays à fort taux de prolétarisation et de concentration ouvrière. Enfin, 26 % de la main-d'œuvre est féminine, la zone franche concentrant à elle seule près de 20 000 femmes (31).

Tout cela confère à l'île Maurice une base objective pour un fort mouvement ouvrier. Déjà certains secteurs affichent une conscience de classe très élevée. Mais à Maurice le parlementarisme et les institutions inspirées de la Grande-Bretagne font écran et laissent croire à un certain « libre arbitre » de la classe dirigeante. Il s'agit pourtant d'une bourgeoisie néocoloniale classique. La politique de Maurice se fait à Londres, à Paris, à Washington et à Pretoria : l'impérialisme veille à la stabilité de l'île.

La bataille pour les libertés démocratiques, pour l'abrogation de l'IRA et du POA sont très importantes. La propagande pour un gouvernement ouvrier ne doit pas négliger ce qui concerne une réforme agraire radicale, la défense des tout petits planteurs, les revendications culturelles des communautés indiennes et chinoises, la lutte contre les bases impérialistes, etc.

L'île Maurice ressemble à ces îles de la Caraïbe productrices de sucre, et le mouvement ouvrier mauricien est à la croisée des chemins. Soit la politique de Bérenger l'emporte et c'est la répétition caricaturale de l'expérience du gouvernement Manley à la Jamaïque. Soit c'est la marche vers un gouvernement ouvrier préparant les conditions d'une victoire révolutionnaire et, dans ce cas, c'est le chemin de la révolution cubaine et du Nicaragua. Le débat

sur la Jamaïque ne doit pas être laissé à la droite. Il faut que la gauche s'en saisisse publiquement. Parce que la bourgeoisie a fait le choix de briser le MMM et avec lui la GWF, l'avant-garde naissante est d'ores et déjà comptable devant les masses de ses actes et de ses propositions. Des centaines de jeunes, d'ouvriers et d'ouvrières sont dans l'attente d'une orientation alternative à celle de Bérenger. Encore faudra-t-il tirer le bilan de la ligne du MMM depuis plusieurs années, plus préoccupé de son *shadow cabinet* que de l'organisation des travailleurs.

La bourgeoisie est aux aguets. Elle a compris le caractère contradictoire de la situation. Duval ne déclarait-il pas « à chaque fois qu'il traverse une crise, le MMM apparaît sous son vrai jour : des trotskystes par ci, des marxistes par là ; des bureaux lapidés... (32) ». Le Premier ministre lui-même surenchérisait quelques jours plus tard en accusant le MMM d'être la « proie des trotskystes » et il ajoutait même : « Les trotskystes sont des meurtriers ! (33) ».

L'île Maurice occupe dans le sud de l'Océan indien une place importante. Elle est le seul pays à connaître un mouvement ouvrier combatif et l'impérialisme aimerait bien neutraliser définitivement cette particularité. Aux travailleurs mauriciens pourrait donc bien échoir la responsabilité de faire obstacle au quadrillage militaire de la France, des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud. Ils doivent laisser à Ratsiraka et à René, respectivement présidents de Madagascar et des Seychelles, ainsi qu'à l'URSS le slogan diplomatique d'un océan Indien « zone de paix ». La paix dans l'océan Indien se gagnera en chassant l'impérialisme. Ratsiraka déclarait le 1er septembre 1980 à la télévision française que la flotte française n'était « pas étrangère dans la région car l'île de la Réunion est une terre française (34) ». Voilà avec qui la direction du MMM s'abouche pour exiger le démantèlement des bases étrangères.

Mais les travailleurs mauriciens doivent aussi compter sur la solidarité des militants anti-impérialistes dans les pays impérialistes. Si demain ils commencent à percer la cuirasse impérialiste, il ne faudra pas hésiter à répondre par une solidarité des plus actives. Ce petit mouvement ouvrier au milieu d'un Océan, peut devenir demain un grand acteur du combat anti-impérialiste. ■

C. G. Le 16 décembre 1980.

30. *Le Mauricien*, 26 novembre 1980.

31. *Le Cernéen*, 25 novembre 1980.

32. *Le Mauricien*, 10 novembre 1980.

33. *Le Mauricien*, 19 novembre 1980.

34. *Antenne 2*, journal de 13 h.



Hélicoptères soviétiques lors des manœuvres « Fraternité d'armes » du Pacte de Varsovie en 1980. Les mêmes sont utilisés massivement en Afghanistan (DR).

apprécier le rapport de forces Est-Ouest. Le premier consiste en la « comparaison quantitative » qui aligne des colonnes de chiffres sans grande signification : tant d'hommes, tant de chars, tant d'avions ou de fusées, etc. ; le second, complément indispensable du premier critère, s'attache à quelque chose de plus sérieux, la « comparaison qualitative », autrement dit la tentative d'évaluer le caractère opérationnel des données quantifiables à un moment donné dans un espace et des conditions déterminées ; parmi les facteurs qui doivent être alors pris en compte, il faut citer — sans prétendre être exhaustif — le moral des troupes, la doctrine militaire tactique ou stratégique, la capacité effective des réserves, la maintenance du matériel et bien d'autres facteurs encore ; le troisième critère concerne ce qu'il est convenu de classer sous le chapitre des « intentions », c'est ce que nous appellerions l'analyse concrète d'une situation concrète en terme politique. Telle est la méthode qu'utilisent les experts de la bourgeoisie, mais en général les études de ce type ne sont réservées qu'aux plus hautes instances des États bourgeois et non au commun des mortels auxquels on distille une propagande qui pour être grossière n'en est pas moins efficace.

Ce double langage de la bourgeoisie constitue une difficulté pour les marxistes, dans la mesure où, nous adressant aux masses, nous de-

vous répondre point par point à la propagande mensongère des cercles impérialistes, sans pour autant nous laisser abuser par le discours militaire officiel, d'apparence plus sérieux, mais qui débouche bien souvent sur l'impasse. Dans le contexte actuel par exemple, il nous faut démontrer que la prétendue supériorité soviétique est un leurre grossier qui sert de prétexte à la relance de la course aux armements, mais dans le même temps il s'agit de comprendre que la supériorité militaire, elle bien réelle, des Occidentaux, n'est en aucune mesure contradictoire avec le développement d'une crise de direction majeure pour l'impérialisme à l'échelle internationale qui paralyse grandement ses capacités proprement

militaires. Seul le marxisme permet de s'orienter face à cette situation à l'échelle internationale. Si « la guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens », on peut sans doute citer également Clausewitz à propos des doctrines militaires, même à l'heure du nucléaire : « Peut-être, écrivait-il à l'époque, n'est-il pas impossible d'élaborer une théorie systématique de la guerre, riche d'idées et de grande portée, mais celles dont nous disposons jusqu'à présent en sont fort éloignées. Sans parler de l'esprit non scientifique qui y préside, elles ne sont qu'un tissu de banalités, de lieux communs et de radotages tout en prétendant être cohérentes et complètes. (1) »

L'équivalence majeure en question

En mai 1979, un rapport de la Commission de défense et des armements de l'UEO (2) estimait : « Une comparaison de tous les potentiels révèle que l'Alliance de l'Atlantique-Nord dispose sur le plan mondial, et compte tenu de tous les facteurs, d'un potentiel de défense qui reste capable de faire face efficacement à celui du Pacte de Varsovie. Ni l'OTAN, ni le Pacte de Varsovie ne peuvent poursuivre par la voie militaire des objectifs politiques agressifs dirigés contre l'autre alliance.

Aucun camp n'est vulnérable à la pression. (3) »

1. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, p. 47.

2. L'Union de l'Europe occidentale (UEO) regroupe tous les pays de l'Europe de l'Ouest ; cette instance est la seule habilitée à traiter des questions de défense de l'Europe, à la différence de l'Assemblée des Communautés européennes qui se voit interdire ce rôle, par la plupart des députés français notamment.

3. Rapport sur l'équilibre des forces, présenté à la 25e session ordinaire de l'UEO en mai 1979.

Au début de l'année 1980, le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Harold Brown, arrivait à la même conclusion : « Il est erroné de croire qu'à l'heure actuelle une guerre entre les Etats-Unis et l'Union soviétique peut être gagnée par un côté ou par l'autre. (4) »

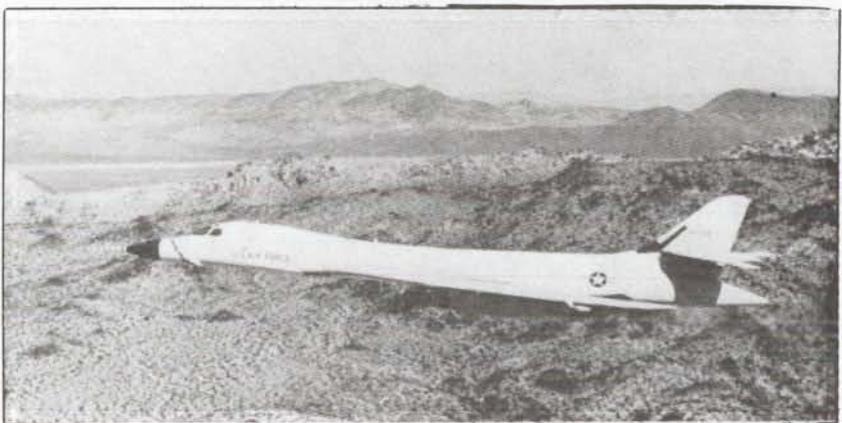
En juin dernier enfin, le général Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN, observait lui aussi : « Si l'on considère notre stratégie de riposte graduée, qui requiert une grande compétence à tous les niveaux — classique, armes nucléaires de théâtre ou stratégie nucléaire —, l'Union soviétique ne peut en aucun cas être sûre qu'une attaque contre l'Occident ne serait pas immédiatement suivie d'une riposte atomique. Or, je ne peut croire qu'un être sensé, prudent, préoccupé de l'intérêt de son pays, puisse lui faire courir pareil risque de destruction. (5) » Les milieux officiels impérialistes s'accordent donc pour reconnaître que « dans la situation présente », il n'y a pas de supériorité globale des forces du Pacte de Varsovie. Il est vrai qu'affirmer le contraire à des fins de propagande risquerait du même coup de leur ôter toute crédibilité. La « fenêtre de la vulnérabilité » risquerait pourtant de s'entrouvrir pour l'OTAN dans un avenir plus ou moins proche. Telle est la thèse des capitales occidentales. L'étude des différents secteurs de forces militaires prouve au contraire à quel point cette affirmation est dénuée de fondement.

Dans le domaine des armes nucléaires stratégiques — armement susceptible de frapper le territoire de l'agresseur par opposition à l'armement tactique du champ de bataille — dit de théâtre —, on considère à l'Ouest qu'il y a entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ce qu'il est convenu d'appeler une « équivalence majeure », chacun ayant la possibilité d'anéantir en dernière analyse plusieurs fois son adversaire.

Cette appréciation d'ordre général ne rend compte que partiellement de la réalité, dans la mesure où les moyens soviétiques sont pour les trois quarts d'entre eux basés au sol, et par conséquent plus vulnérables à une première frappe que l'arsenal US disposant de moyens très diversifiés, sol-sol, air-sol et surtout mersol (sous-marins *Poseidon* et bientôt *Trident*, sans équivalent à l'Est). Un seul *Poseidon* déjà vieillissant peut détruire toutes les villes soviétiques de plus de 100 000 habitants, comme le reconnaissait le président Carter en mars 1978... Et les Américains en possèdent trente et un. Partant, les conditions de perfectionnement des arsenaux stratégiques dans un proche avenir sont très favorables aux USA. Pour prétendre rivaliser



Le « Backfire » (TU-26) soviétique et le B-1 américain (DR).



avec eux, les Soviétiques devraient être en mesure de diversifier leurs moyens nucléaires en se dotant, en particulier, d'une forte composante embarquée, supposant par là-même un développement plus considérable encore de leur marine. C'est de toute évidence hors de leur portée.

Pour Washington, le problème est tout autre, il ne concerne que la vulnérabilité à une première frappe de *Minuteman* dont le remplacement par le *MX* sera effectif dès 1986. Lorsque les experts américains parlent de « fenêtre de la vulnérabilité » au niveau stratégique dans les prochaines années, c'est en référence au remplacement des vieux missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) soviétiques dans leurs silos souterrains par une nouvelle génération d'armes plus faciles à mettre en œuvre, à têtes multiples et surtout beaucoup plus précises (SS-13, 16, 17, 18, 19) qui « seraient susceptibles de détruire les *Minuteman* dans leurs silos » lors d'une première frappe. Cependant, ils omettent volontairement de prendre en compte trois facteurs qui ruinent leur argumentation : d'abord, les *Minuteman* pourraient être mis en œuvre durant les trois quarts d'heure que durerait le voyage des missiles soviétiques à destination du sol américain ; ensuite, leur non-mise à feu ne signifierait pas pour autant leur totale destruction ; enfin et surtout, la force nucléaire

embarquée des USA serait intacte. C'est dans ce contexte qu'a vu le jour le projet *MX*.

Il s'agit d'un vecteur pouvant transporter dix charges de 300 kilotonnes chacune, susceptibles d'atteindre leur objectif avec une précision de 100m à une distance de 10 000 km. Chaque charge détruirait tout dans un rayon de 4 km. Disposés sur des plates-formes mobiles, les *MX* se déplaceraient entre différents silos de lancement répartis autour de deux cents « pistes » ovales de 25 km de long. Coût estimé au départ de l'opération du déploiement du *MX* dans les Etats de Nevada et de l'Utah : 56 milliards de dollars auxquels s'ajoutent 8 autres milliards de dollars pour la mise en place de la défense rapprochée des sites de lancement (6). Avec ce système, « le plus important projet militaire jamais lancé par l'homme », les Etats-Unis s'assureraient une supériorité durable sur l'URSS dans tous les secteurs relevant des armements stratégiques.

Aussitôt ce programme adopté, un rapport du Pentagone envisageait pourtant un autre système, alternatif pour l'heure mais pourquoi pas complémentaire au *MX* demain, baptisé

4. Harold Brown, intervention lors du débat au Congrès US sur le rapport annuel sur la défense, janvier 1980.

5. Général Rogers, interview à *Europa*, 6 juin 1980.

6. Chiffres avancés par le Pentagone.

dent, les missiles balistiques sous-marins Trident I et Trident II, le missile mobile MX, voire un nouveau bombardier lourd... (12). »

Les armements eurostratégiques

Sans conteste, c'est la question du déploiement des armements de la « zone grise », c'est-à-dire du théâtre européen, qui domine les polémiques militaires de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Cette nouvelle génération d'armes a pris la relève des armes nucléaires tactiques. Par armes nucléaires tactiques, on entend généralement les armes destinées à être employées contre le corps de bataille adverse. Or, ce qui précisément pose problème avec la nouvelle génération d'armes, c'est sa définition, sa classification, qui varie selon les pays concernés ; pour les Américains dont le territoire est hors de portée des nouveaux engins, il s'agit d'armes dites « de théâtre » ; l'Europe où ils seront déployés est ainsi considérée comme un champ de bataille éventuel ; pour les Européens — Soviétiques compris —, ces armes ne peuvent en aucun cas être classées dans l'arsenal tactique car leur portée et leur précision mettent en jeu des objectifs directement situés sur leur territoire, d'où l'appellation d'euromissiles ou d'armements eurostratégiques qui est à l'évidence plus conforme à la réalité.

Le déploiement dans les années à venir de ces euromissiles vise à remplacer les armes nucléaires tactiques de conception déjà très ancienne, pour la plupart datant des années 1950. Il est intéressant de remarquer la disproportion existante entre l'arsenal soviétique, fort de quelque 3 500 têtes nucléaires (13), celui des pays de l'Alliance atlantique, deux fois plus important numériquement et vrai-

semblablement plus encore en qualité. Les euromissiles cumuleront une série d'avantages par rapport à leurs prédécesseurs : d'une portée très nettement augmentée, ils pourront être basés assez loin des limites du champ de bataille éventuel et seront par là-même moins vulnérables ; plus petits et plus maniables, ils seront d'un emploi beaucoup plus facile ; avec une mise à feu et un lancement quasiment instantanés la distance technologique séparant le MX du *Minuteman-III*, dans l'arsenal stratégique, est équivalente à celle qui sépare les *Pershing* de la première et de la seconde génération ; mais surtout les euromissiles sont l'exemple le plus typique d'une nouvelle génération d'armes téléguidées sur l'objectif avec une précision extrême à des milliers de kilomètres. C'est cette évolution technologique qui fonde l'évolution doctrinale de la stratégie américaine, d'objectifs « anti-cités » vers des objectifs « anti-forces ».

A Washington, Londres, Bonn ou Paris, on se plaît à souligner que tout est venu de l'apparition à l'horizon des menaces du SS-20 soviétique. Cet engin, dont le déploiement effectif a commencé en 1977, est réputé « capable de traiter les objectifs-forces des pays de l'OTAN et de la France ». L'URSS en posséderait environ 150 et la cadence de production de l'ordre de deux par mois se poursuivrait sans relâche. De violentes polémiques ont agité les milieux spécialisés en Europe et aux Etats-Unis sur le fait de

savoir si ces engins étaient ou non « mirvés » (MIRV, *Multiple Independently Targeted Reentry Vehicle*, ogive à têtes multiples et à guidage indépendant). L'OTAN, opérant par projection du développement technologique de l'Ouest sur l'Est, le suppose comme un fait acquis, rien ne permet pourtant à ce jour de le prouver. C'est dire à quel point la menace-prétexte est volontairement amplifiée (14).

Est-ce que pour autant, même en prenant pour argent comptant la version des milieux impérialistes, les SS-20 entrouvraient la « fenêtre de la vulnérabilité » pour l'OTAN ? On peut répondre catégoriquement par la négative à cette question, si l'on tient compte à la fois de l'évidente supériorité américaine dans le domaine des systèmes centraux stratégiques, et du détachement de cinq sous-marins *Poseidon* dont nous avons déjà souligné l'efficacité et qui sont affectés depuis 1977 à des objectifs du « théâtre européen ». Dans ces conditions, la décision prise par l'OTAN, il y a tout juste un an, d'implanter d'ici 1983, 108 *Pershing-II* et 464 *Cruise Missiles* sur le « théâtre européen », n'a que de très lointains rapports, malgré les dires de la propagande occidentale, avec le déploiement des SS-20 dont une partie d'ailleurs pourrait bien être pointée sur la Chine, ce qui relativise encore la crédibilité de cette prétendue « nouvelle » menace.

En fait, les motivations qui sous-tendent les décisions de l'OTAN sont plus complexes et moins avouables. Le rôle joué par le chancelier ouest-allemand Schmidt, qui fut le premier des hommes politiques européens à demander le déploiement des armes eurostratégiques en octobre 1977 devant l'Institut international des études stratégiques de Londres (15), est souvent mis en avant. Il ne fait guère de doute que son pays a joué un rôle central dans cette décision en tant qu'un des piliers désormais essentiels de l'OTAN, et pas seulement pour des raisons liées à la géographie. La social-démocratie allemande, dans le même temps où elle donnait le change, et sur le plan intérieur et sur le plan international, en poursuivant sa politique de normalisation de ses relations avec

108 PERSHING-II ET 464 CRUISE MISSILE POUR L'OTAN EN 1983

Le *Pershing-II* est un missile balistique de 10m de long et de 1m de diamètre, d'une portée d'environ 1 800km, monté sur rampe de lancement mobile. Opérationnel à l'automne 1983, il aura fallu 57 mois à la firme américaine Martin-Marietta pour le réaliser, à compter du lancement du programme par le Pentagone en février 1979. Coût évalué de l'opération 1,5 milliards de dollars.

Les 108 *Pershing-II* installés en Europe seront déployés en RFA et pourront atteindre des objectifs au-delà de Léningrad, Kiev ou Moscou.

Equipé d'une ogive nucléaire manœuvrable de 10 à 20 kilotonnes, le *Pershing* dispose d'un système de guidage ultra-sophistiqué qui le rend trois fois plus précis que le SS-20 soviétique.

Le *Cruise Missile* (constructeur Boeing) est lui aussi monté sur rampe mobile de lancement. C'est une sorte d'avion sans pilote, doté d'un système d'identification des formes du terrain (*Tercom*) qui lui permet de voler à très basse altitude en contournant les obstacles. Son coût, évalué à 1 million de dollars par missile, est relativement modique et il peut donc être produit en grand nombre, condition de son efficacité au moment de l'emploi, car, subsonique et volant très bas, il est relativement vulnérable. Il aura une portée d'environ 2 500km.

Selon le projet de l'OTAN, la répartition par pays devrait être la suivante : RFA, 96 ; Grande-Bretagne, sous réserve que soient levées d'ici là les réticences de ces deux derniers pays.

12. *Le Nouvel Observateur*, 17 décembre 1979.

13. Estimation faite par l'OTAN.

14. Alain Joxe, reprenant F. Reich dans *Wehrtechnik* d'août 1979 : « On a pu prouver, grâce à des calculs basés sur leur poussée et leur taille, qu'elles ne pouvaient contenir qu'une seule tête de 75 kilotonnes de TNT de puissance et non trois têtes de 150 kilotonnes chacune », *Tribune socialiste*, janvier 1980.

15. IISS, Institut international des études stratégiques de Londres.

Principaux fournisseurs du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (1977-1979)

Fournisseurs	Acquéreurs																			
	Autriche	Brésil	Canada	Chine	Tchécoslovaquie	France	RFA	Indonésie	Italie	Japon	Pays-Bas	Singapour	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Grande-Bretagne	Etats-Unis	URSS	Yougoslavie
Algérie											•							•	•	
Bahrein							•										•			
Egypte				•		•			•								•	•	•	
Iran						•	•		•		•						•	•	•	
Irak		•			•	•									•			•	•	
Israël																			•	
Jordanie						•												•		
Koweït						•						•					•	•	•	•
Liban						•	•											•		
Libye		•			•	•			•				•			•			•	•
Maroc						•	•		•				•		•			•		
Oman						•					•						•			
Qatar		•				•											•			
Arabie Saoudite						•	•	•	•	•	•				•		•	•		
Soudan		•	•	•		•	•											•		
Syrie	•					•	•		•						•				•	
Tunisie	•					•			•					•				•		
Emirats arabes unis			•			•	•		•								•			
Yémen du Nord																			•	
Yémen du Sud																	•		•	

l'Est (*Ostpolitik*), développait massivement son potentiel militaire dans tous les domaines. Ce faisant, elle avait besoin dans le domaine des armements nucléaires, dont elle est absente, d'une crédibilité assurée par un arsenal qui, s'il reste à l'entière discrétion de la Maison Blanche, tant en ce qui concerne la maintenance qu'en ce qui concerne l'éventuelle décision d'emploi, apparaît plus « européen » que les sous-marins *Poseïdon* qui rappellent par trop les systèmes centraux américains.

Certains commentateurs, notamment en France, en ont tiré la conclusion qu'on assistait aux préparatifs d'un transfert de la responsabilité des « clés » des euromissiles des Américains aux Européens et aux Allemands de l'Ouest en particulier (16). Cette hypothèse semble devoir être exclue sous réserve de bouleversements politiques considérables qui impliqueraient un tel déclin des Etats-Unis que Washington se résigne alors à jouer la carte de la « multipolarité », y compris dans le domaine nucléaire, avec un partage des tâches systématique entre l'Europe et les USA. Une telle situation ne peut pas résulter d'une évolution linéaire du déclin relatif des Etats-Unis, d'autant que l'élection de Ronald Reagan à la Maison Blanche n'ouvre certainement pas une perspective de renforcement

de la multipolarité du monde occidental. Les déclarations alarmistes du côté américain sur l'éventuel désengagement américain de l'Europe — tels les discours d'Henry Kissinger et du général Haig à Bruxelles en septembre 1979 —, n'avaient d'autre fonction que de faire pression sur les bourgeoisies européennes afin qu'elles tiennent leurs engagements d'augmenter de 3 % par an leur budget de Défense comme devaient le montrer les développements ultérieurs (17).

Les décisions finalement adoptées par l'OTAN, et ce malgré les fortes réticences des petits pays eu-

ropéens, offrent aux Etats-Unis la possibilité de réaffirmer leur *leadership* militaire à moindre frais, puisque les Européens paieront une bonne partie de la note sur le plan financier ; elles leur offrent en outre un débouché supplémentaire pour leurs industries d'armements ; enfin, si elles peuvent conduire à une accentuation des tensions Est-Ouest en Europe, elles renforcent de fait la sanctuarisation des USA qui misent de manière réaliste sur l'impossibilité pour l'économie soviétique de suivre dans tous les domaines la course aux armements (stratégiques, tactiques et eurostratégiques, classiques).

Vers une négociation des systèmes avancés

La prochaine grande phase de négociation Est-Ouest sur la limitation des armements devrait notamment porter sur la question des armements eurostratégiques, compte tenu de la place qu'ils occupent dans le contexte militaire international dont l'Europe reste un des points très sensibles. Mais il n'est pas sûr que la prochaine phase des SALT, dont ce devrait être l'objet, puisse s'ouvrir officiellement dans un futur rapproché, tellement paraissent éloignées actuellement les positions de l'un et l'autre camp, comme l'ont montré les

consultations préliminaires que se sont ouvertes à la mi-octobre 1980 à Genève.

Du côté américain, on affirme en principe la volonté de continuer la négociation sur la limitation des armements « sous la direction du président Carter autant que sous celle

16. Voir l'article de l'amiral Antoine Sanguinetti (PS) dans *le Monde*, 3 janvier 1980.

17. Voir les déclarations des milieux officiels de part et d'autre de l'Atlantique en vue de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN de décembre 1979.

à l'issue d'une étude sérieuse, à la conclusion que les forces classiques de l'OTAN sont bien supérieures à celles du Pacte de Varsovie. Le rapport en question restera secret et le Conseil atlantique d'Athènes en 1962 adoptera, à la demande des Américains, la perspective d'un renforcement du potentiel classique de l'Alliance, bien sûr toujours pour compenser la prétendue supériorité soviétique dans ce domaine.

Toujours est-il que l'OTAN se dispose, encore aujourd'hui, à faire face à un déferlement des divisions blindées du Pacte de Varsovie en Centre-Europe, appuyées par une puissante aviation tactique. On oublie d'expliquer dans le même temps qu'une telle attaque serait suicidaire pour au moins trois raisons.

La première tient à la vétusté de la plupart des quelque 40 000 blindés de l'Est, supérieurs en nombre mais très nettement moins performants, y compris pour le plus moderne d'entre eux le T-72 soviétique, que les chars occidentaux, XM américain et Leopard-II allemand. Mais c'est surtout les armes anti-char qui feraient la différence, domaine où la supériorité de l'OTAN est incontestable. C'est un des principaux enseignements de la Guerre du Kippour de 1973 au Proche-Orient où les chars d'assauts syriens, identiques à ceux du Pacte de Varsovie, ont été stoppés à quelques kilomètres de leur point de départ par un impressionnant barrage d'armes anti-char israéliennes qui sont les mêmes, et pour cause, que celles dont dispose l'OTAN.

Deuxième raison pour l'URSS de renoncer à une attaque classique en Centre-Europe, l'appui aérien tactique qu'elle peut mettre en œuvre est inférieur à celui de ses adversaires occidentaux — forces françaises comprises —, notamment en ce qui concerne les avions d'attaque au sol.

Enfin, troisième raison d'évidence, une attaque de ce type l'exposerait rapidement au feu nucléaire des Occidentaux qui, sans même « monter aux extrêmes », lui infligeraient des dégâts irréparables.

On pourrait donc être tenté de conclure que les scénarios militaires occidentaux en général, et ceux de l'OTAN en particulier, ne sont qu'élucubrations sans intérêt. Il faut s'en garder car derrière les manœuvres et autres exercices programmés pour faire face à la « menace soviétique », se profile toujours « l'ennemi intérieur », agent supposé d'une « déstabilisation » sociale et politique que redoutent par dessus tout les bourgeoisies européennes et leur protecteur américain.

Instruits par la grève générale de mai 1968 en France, puis le mai rampant italien et la chute des dictatures portugaise, grecque et espagno-



Les deux chars de bataille concurrents, le T-72 soviétique et le tout nouveau XM-1 américain (DR).



le, les bourgeoisies européennes et l'OTAN ont depuis lors tourné tous leurs efforts vers la « prévention des menaces intérieures ». Il en résulte une réorganisation de la plupart des armées ouest-européennes sur le modèle de la Bundeswehr ou de l'armée française. Ces mesures de réorganisation sont généralement marquées par une tendance à la professionnalisation au moins des « unités dures », qui doivent rester sûres et qui sont dotées d'importants moyens hélicoptérés ; une part croissante accordée à la « défense opérationnelle du territoire » (renseignement, quadrillage, maintien de l'ordre) et un redéploiement des unités, avec réorganisation des réserves sur l'ensemble des territoires concernées.

Au niveau de l'armement proprement dit, on note une volonté sans cesse réaffirmée de l'adopter — y compris en ce qui concerne le matériel lourd —, aux conditions du combat dans les centres urbains. Le matériel « anti-guérilla » ou « anti-émeute » se taille la part du lion dans les salons internationaux d'exposi-

tion des dernières productions d'armement. Le mythe de la menace soviétique est ainsi surtout utilisé par les gouvernements capitalistes pour imposer une « militarisation » du corps social, un contrôle serré des populations civiles dans la perspective d'un temps de crise qui résulterait plus vraisemblablement de l'activité des masses que des tensions Est-Ouest. Partant, on comprend mieux pourquoi les interminables palabres MBFR (*Mutual and Balanced Forces Reductions*), portant « sur les réductions mutuelles des forces et des armements et certaines mesures annexes ayant trait à l'Europe centrale », ouvertes à Vienne en 1973, sont restées de fait une coquille de noix sans résultat tangible dans aucun domaine significatif.

La seconde plaque sensible dans la conjoncture militaire internationale se situe au pourtour du Golfe persique. On a fait beaucoup de bruit à l'Ouest à propos de l'intervention de l'URSS en Afghanistan, en feignant d'y voir le signe avant-coureur d'une « poussée soviétique vers les mers

chaudes ». La vérité est que bien avant le « coup de Kaboul », l'impérialisme avait opté pour un renforcement de sa présence militaire dans cette région vitale pour les approvisionnements pétroliers de toute l'économie capitaliste. La chute de l'avant-poste iranien n'a fait qu'accélérer le processus de redéploiement, non seulement dans l'océan Indien au débouché du détroit d'Ormuz, mais aussi sur tout le pourtour méditerranéen.

Ce fut d'abord l'hypothèse échafaudée par les états-majors occidentaux d'un « saut » sur les champs pétrolifères du Moyen-Orient, autrement dit la perspective d'une opération aéroportée rapide, ponctuelle et efficace, qui devait aboutir à la constitution des premiers éléments des forces d'intervention extérieures américaines et françaises. La chute des Palhavi à Téhéran modifiera le scénario dans le sens d'une présence plus massive, dès avant le temps de crise, pour faire face le cas échéant, non à des « actes de sabotage terroriste », mais à un mouvement de masse ample. C'est à partir de cette évolution que les Occidentaux quadrillent systématiquement dès la fin 1979 toute la région, surtout à partir des unités navales dépêchées dans l'océan Indien, mais aussi en cherchant à s'assurer des bases aéro-maritimes ou portuaires rapprochées pour compléter leur dispositif.

Là encore, la menace navale soviétique relève, malgré les progrès enregistrés, de la plaisanterie, mais les *mass media* de l'Ouest vont tout de même l'agiter sans vergogne, quitte à être catégoriquement démentis par l'Institut international des études stratégiques (IISS) de Londres qui estime que les seuls moyens américains, sans prendre en compte donc les marines de guerre anglaise et française, sont nettement supérieurs à ceux de l'Union soviétique dans l'océan Indien (22). Quelques chiffres concernant le potentiel global des deux pays susceptibles de concourir à une intervention dans cette zone l'attestent suffisamment. Pour l'infanterie de marine, le rapport est de 1 à 15 : 184 000 marines contre 12 000 pour l'URSS ; les capacités de transport aérien sont du simple au double en faveur de Washington ; quant à la marine dont les porte-avions restent la pièce maîtresse, en particulier dans une configuration géographique comme celle de la région du Golfe, les Etats-Unis en possèdent 14 contre 5 à Moscou. De plus les porte-avions soviétiques sont d'un tonnage inférieur de moitié aux monstres américains et ne peuvent en conséquence emporter qu'un nombre limité de moyens aéro-navals tandis que les énormes porte-avions US qui se relaient en perma-

nence dans l'océan Indien peuvent embarquer chacun jusqu'à 90 chasseurs-bombardiers et de très nombreux hélicoptères.

De manière plus générale, à l'échelle du globe, la marine soviétique se trouve confrontée à une vulnérabilité majeure, dans la mesure où ses unités, pour sortir de leurs abris, doivent forcément passer à portée des bases occidentales, à l'exception près de l'Arctique, mais où les ports de la région sont bloqués par les glaces six mois sur douze. Autres précisions fournies par l'Institut de recherche sur la paix et la sécurité de Hambourg (23) : un sixième de la flotte soviétique est aujourd'hui bonne pour la casse ; en 1976, la moitié de ses bateaux de plus de mille tonnes avaient déjà plus de quinze ans d'âge. Son infériorité est donc patente dans la totalité des moyens navals et aéro-navals.

Le quadrillage de l'océan Indien et le contrôle de la route du pétrole sont bien entendu liés à la défense des intérêts économiques du monde capitaliste plongé dans la crise, mais on ne souligne jamais assez la dimension politico-militaire de « redéploiement à l'échelle du globe » qui s'y combine. Plus de cinquante unités navales occidentales (contre douze navires de combat soviétiques, des unités de soutien et un porte-hélicoptères) croisent en permanence aux abords du détroit d'Ormuz, vingt-cinq unités américaines dont deux porte-avions, quinze à vingt unités françaises selon la période dont un porte-avions, une dizaine d'unités britanniques et, depuis le printemps 1980, deux escorteurs de l'Allemagne de l'Ouest. Ce dispositif est adossé à la base britannique de Diégo Garcia, elle-même relayée pour l'heure par les bases US de Subic et Clark aux Philippines. Les navires américains mouillent également à Mombassa au Kenya, et demain ce sera au tour de l'ancienne base soviétique de Berbera en Somalie de servir de relai aux marines. Il n'est

Nouvelles tendances, nouveaux créneaux

Cet inventaire rapide des secteurs d'armements où l'impérialisme a relancé la course à la production de terribles moyens de destruction serait incomplet si l'on n'évoquait pas aussi plusieurs créneaux demain possibles pour les marchands de canons occidentaux. Trois exemples parmi d'autres sont significatifs.

Le premier d'entre eux concerne la bombe à neutrons, une arme thermonucléaire dont les effets de rayonnements neutroniques sont renforcés et les effets collatéraux de souffle et de chaleur au contraire réduits. Cet arme de la « terreur capi-

pratiquement pas une puissance occidentale qui n'envisage de se doter de moyens navals nouveaux destinés à cette région du monde. Harold Brown annonce « la mise en chantier d'ici cinq ans de près d'une centaine de nouveaux bateaux de guerre » ; la RFA a obtenu en juin de l'Assemblée parlementaire de l'UEO qu'elle lève les limitations imposées à l'armement naval ouest-allemand par le traité de Bruxelles en 1954. Le Japon, plus dépendant encore des approvisionnements pétroliers en provenance de la région que ses autres partenaires occidentaux, envisage à son tour d'armer une authentique marine de guerre, ce dont il est pour l'instant dépourvu.

Dans le même temps et pour pallier à la défection des installations iraniennes, parmi les plus importantes à l'époque, du réseau NADGE d'alerte et de surveillance de l'OTAN, l'impérialisme fait flèche de tout bois au Moyen-Orient et sur le flanc sud-est de l'Europe, déploiement des avions-radars géants AWACS en Arabie saoudite, coup d'Etat militaire en Turquie, réintégration enfin de la Grèce dans l'OTAN.

Ce formidable bond en avant du dispositif militaire impérialiste dans la région du Golfe contribue à réactualiser la possibilité d'intervention contre-révolutionnaire, à chaud, ailleurs dans le monde, en Afrique ou en Amérique centrale par exemple. La constante préoccupation des états-majors de la contre-révolution de se doter de puissantes forces d'intervention extérieures à déploiement rapide, disposant des moyens logistiques à long rayon d'action, y trouve l'occasion de rôder et les hommes et le matériel. C'est pourquoi il serait au plus haut point dangereux de sous-estimer le redéploiement des moyens militaires conventionnels de l'impérialisme qui partout sont directement tournés contre le mouvement d'émancipation sociale ou nationale des peuples.

taliste » a donc un effet maximum sur l'homme, tout en causant un minimum de dégâts aux matériels et aux infrastructures. D'après Samuel Cohen et Marc Geneste, qui s'en font les propagandistes zélés, « le véritable bain de la mort (24) » qui résul-

22. Voir l'article de Michel Tatu, *le Monde*, 4 novembre 1980.

23. Voir les travaux de Dieter Lutz, sous-directeur de l'Institut de recherche sur la paix et la sécurité de Hambourg, à propos de la marine notamment.

24. Samuel Cohen, Marc Geneste, *Echec à la guerre*, éditions Copernic, Paris, 1979.

terait de l'emploi d'une bombe « N » de 1 kilotonne ferait sentir « ses effets pervers » sur une superficie de 12 km². Selon la distance qui séparerait le point d'impact des sujets irradiés, l'agonie serait plus ou moins longue, quelques heures à titre d'exemple à 700m tandis qu'à 900m la mort ne surviendrait qu'après 24 ou 48h...

En fait, il ne s'agit pas d'une invention nouvelle puisqu'elle fut testée pour la première fois en 1963 lors d'une explosion souterraine dans le désert du Nevada. Gérald Ford prit la décision secrète fin 1974 de stocker des ogives neutroniques en vue de leur déploiement en RFA mais Carter revint fin 1977, publiquement cette fois, sur la décision de son prédécesseur. Aujourd'hui, le régime de Giscard d'Estaing a quasi officiellement opté pour cette arme et il est probable que Ronald Reagan reviendra à son tour sur la décision de Carter. Le coût relativement modique de la bombe « N », même produite en grande série, n'en fait pas l'un des moteurs potentiellement déterminants de la course aux armements.

C'est son caractère d'arme du champ de bataille qui lui vaut le soutien des états-majors. Présentée à diverses reprises avec des affectations très différentes (anti-missile, défense rapprochée des silos...), c'est en tant qu'arme anti-blindés sur le théâtre européen que l'arme neutronique sera probablement développée. Ses partisans en préconisent une installation massive en Centre-Europe « pour former barrage au déferlement des blindés du Pacte de Varsovie ». Mais la bombe à neutrons, banalisation de l'usage du feu nucléaire, parce que supposant sa maîtrise dans le temps et dans l'espace, est sans doute une redoutable arme anti-subversion susceptible d'être utilisée demain en Afrique ou ailleurs. Le silence pesant des experts officiels sur ce point a valeur d'aveu, et c'est surtout à ce titre que nous sommes directement concernés par son déploiement probable dans les années à venir.

Autre créneau du même ordre, l'utilisation éventuelle des rayons gamma, aussi redoutables que les neutrons pour les être vivants mais seulement à la longue, et qui pourraient s'avérer plus efficaces encore que les rayonnements neutroniques contre la « subversion ». Laissons à ce propos la parole à Cohen et Geneste qui décrivent avec enthousiasme et cynisme un scénario terriblement inquiétant (25) : « Supposons en effet qu'une tête de fusée, au lieu d'exploser brutalement comme les engins A, H ou N, au-dessus d'une ville ennemie ou de quelqu'autre cible, se borne à provoquer au-dessus de l'objectif une pluie de microbilles préala-



L'AWACS, cet avion-radar américain hyper-sophistiqué qui se révèle avant tout comme une arme diplomatique lors du conflit Iran-Irak ou de la crise polonaise (DR).

blement activées dans un réacteur nucléaire conçu spécialement à cet effet. Un tapis de rayons gamma s'abat sur la zone considérée. Ses dimensions sont contrôlables. Elles sont fonction de l'étendue couverte par cette pluie, mortelle à terme. Son temps d'efficacité est contrôlable, en fonction de la durée d'activité des composants choisis. Son intensité est contrôlable, en fonction de la densité des microbilles... et de leur nature (...). Ses effets sur l'adversaire sont spectaculaires. Parce qu'ils ne sont pas immédiatement mortels, ils le contraignent, sous peine de mort, à décamper au plus vite de la zone visée, ou à rentrer sous terre pour n'en plus sortir jusqu'à la fin du "traitement". (...) La dose de terreur ainsi administrée, sans massacre, nous paraît suffisante, compte tenu de la "peur des radiations" à caractère mythologique, dont l'incident de Three Mile Island et autres exemples ont récemment administré la preuve. (...) Et supposons, pour corser le tout, qu'une petite fraction de nos microbilles soit rendue luminescente par l'irradiation, ce qui est très facile. Alors une sinistre lueur verdâtre s'abattra sur la zone visée, marquant la zone de mort lente, et concrétisant, de nuit, le bain de rayons gamma auxquels civils et militaires sont exposés s'ils ne déguerpiissent pas sur le champ. Tous sauraient que la mort est là. (...) Ce serait une forme de bombardement militairement efficace, qui désarmerait de leurs servants toutes les installations participant à l'effort de guerre, et moralement charitable puisqu'elle donnerait quelques minutes supplémentaires aux occupants pour sauver leur peau, en fixant les limites de la zone mortelle dont on pourrait sortir en courant. »

Troisième exemple révélateur de ces créneaux technologiques et industriels où la course effrénée à

l'innovation et aux profits menace l'humanité, le domaine chimique et bactériologique. Parmi les pays membres de l'Alliance atlantique, deux se distinguent par les stocks importants d'armes chimiques dont ils disposent : il s'agit des États-Unis et de la France. Par ailleurs, la Grande-Bretagne s'oriente aussi dans ce sens.

Les constituants des armes chimiques modernes sont des composés organophosphorés neurotoxiques de la même famille que les pesticides mais beaucoup plus toxiques. Ce sont les nazis qui les premiers fabriquèrent ce type d'armes à partir de la découverte du Tabun en 1936 et surtout du Sarin en 1938. Durant la Première Guerre mondiale, les armes chimiques avaient été utilisées en grand nombre, mais il s'agissait alors de produits beaucoup moins toxiques que les gaz neurotoxiques qui ne furent d'ailleurs pas utilisés de 1939 à 1945. Ces gaz, habituellement stockés sous forme liquide, peuvent être répandus soit sous forme de nuage de vapeur soit sous forme de gouttelettes dispersées par des moyens mécaniques, thermiques ou explosifs. Ils provoquent la mort par asphyxie en quelques minutes. Dans le cas où l'empoisonnement résulte d'un contact avec la peau, l'agonie peut durer plusieurs heures. Deux scientifiques américains, M. Meselson et J. Robinson estimaient récemment : « Aucun poison sur le champ de bataille n'est plus efficace qu'un gaz neurotoxique : un tel gaz qui associe forte toxicité et rapidité d'action, efficacité sur la peau et le système respiratoire, facilité de dissémination, coût faible et stabilité, est supérieur à tout autre agent chimique. »

25. Samuel Cohen, Marc Geneste, « Terreur sans massacre : la bombe gamma », *Politique internationale*, numéro 9, automne 1980.

Parmi les gazs les plus couramment produits et stockés à l'Ouest, on retiendra par-delà leurs noms chimiques, l'agent GB ou Sarin, l'agent GD ou Soman et le VS. D'autres produits sont considérés comme dépassés parce qu'insuffisamment « efficaces ». Au nombre de ces derniers, les « incapacitants » ou les « paralytants » qui n'ont — en principe — pas pour fonction de tuer. Ce sont des agents du même type qui ont été utilisés massivement par les criminels de guerre américains au Vietnam. Classés dans la catégorie « anti-émeutes », nombre de ces produits sont désormais stockés par les polices de

plusieurs Etats. Mais le créneau concernant les armes chimiques est directement lié à un progrès technologiques.

« J'espère que les Etats-Unis décideront de produire des armes binaires. Une arme binaire se compose de deux agents chimiques inoffensifs aussi longtemps qu'ils restent séparés, mais qui, en fusionnant après un tir d'obus ou le largage d'une bombe, deviennent toxiques (26) », ainsi s'exprimait en juin le général Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN. Lui emboîtant le pas, l'Assemblée de l'UEO déclarait à la même époque : « Les stocks et types

d'armes chimiques détenus par les partenaires de l'OTAN doivent être portés à un niveau suffisant pour constituer le potentiel de dissuasion et de représailles indispensable (27) ». Les facilités de fabrication, de stockage et de manipulation des armes binaires sont aux yeux des états-majors autant d'atouts en faveur du redéploiement de l'arsenal chimique. L'an dernier, le Congrès américain avait refusé les crédits nécessaires à la mise en route du programme binaire. Ce ne serait que partie remise comme on le laisse entendre dans l'entourage de Ronald Reagan.

Cours nouveau et nouvelles contradictions de l'impérialisme

Nous avons vu jusqu'alors que, dans à peu près tous les domaines où la course aux armements a été relancée ces dernières années sur des bases élargies, c'est l'impérialisme qui en a pris l'initiative. Le discours militaire officiel, se référant à la « menace soviétique » et à une analyse grossièrement déformée du contexte militaire international, sert de couverture à un redéploiement sans précédent des moyens militaires occidentaux. Reste à en préciser l'ampleur globale, les bases économiques et les conséquences politiques qui, comme on va le voir, sont lourdes de contradictions.

Selon une brochure publiée en 1978 par l'Agence américaine pour le désarmement, en 1976 déjà, les dépenses militaires dans le monde représentaient 5,8 % du PNB mondial, soit l'équivalent de l'ensemble des dépenses d'éducation et plus du double des dépenses consacrées à la santé publique. La tendance n'a fait que s'amplifier depuis. Ces dépenses s'élèvent aujourd'hui dans le monde à environ 1 million de dollars par minute. Quatre-vingt millions d'hommes et de femmes travaillent dans des industries qui concourent à la production d'équipements militaires. D'un quart à un tiers des ressources de l'humanité en terme de « matière grise » sont détournées à des fins militaires. Le SIPRI, dans son dernier annuaire, indique que les dépenses militaires se sont élevés en 1979 à quelque 480 milliards de dollars et qu'elles dépasseront sans doute de loin les 500 milliards de dollars en 1980. Le célèbre institut remarque que « l'armement est l'un des secteurs de l'économie qui connaît la plus forte croissance dans le monde » et que si l'on enregistre une forte progression des dépenses militaires des pays en voie de développement (15,3 % du total mondial contre 6,3 % en 1965), ce sont toujours les principaux pays industriels qui restent maîtres du jeu

avec une part de 72,8 % du total mondial. Ces chiffres recouvrent cependant des réalités plus complexes et il faut distinguer ce qui relève directement de la production d'armements, du commerce international des armes et enfin des budgets militaires qui englobent les précédentes données — sans entrer ici dans le problème du maquillage de toute une série de crédits publics dans plusieurs pays qui sont en fait affectés à des fins militaires — et la maintenance des potentiels de défense.

Le SIPRI évalue à 120 milliards de dollars, pour l'année 1979, la seule production de matériel militaire, soit environ un quart des dépenses militaires globales. Le « boom » des industries d'armements ne se fera cependant sentir qu'à moyen terme. Quelques chiffres suffisent à fixer la part qu'entend se tailler l'impérialisme US dans ce domaine ; ainsi, les autorisations de programme prévues pour 1985 dépasseraient de 100 milliards de dollars celles de 1981 (en cours d'exécution) et la somme des investissements envisagés pour les cinq ans à venir atteindrait quelque 1 032 milliards de dollars (28). Pour le seul budget 1981, alors qu'Harold Brown réclamait « seulement » un rallonge de 1 milliard de dollars, les partisans de Ronald Reagan, désireux de mettre les bouchées doubles pour accélérer la réalisation des programmes en cours et en susciter de nouveaux, avancent des chiffres allant de 3 milliards de dollars (sénateur Tower, futur président de la Commission des forces armées) à plusieurs dizaines de milliards de dollars (groupe d'experts de l'équipe Reagan).

Dans ces conditions, ni le potentiel économique de l'URSS et des pays du Pacte de Varsovie réunis, ni celui des Etats ouest-européens ne permettent aux uns et aux autres d'espérer faire mieux que de figurer loin derrière les Etats-Unis dans

la relance des productions d'armements. Cela dit, même en Amérique du Nord, l'injection de pareilles sommes dans les industries de guerre se heurte à des contradictions. Difficultés d'approvisionnement en matières premières rares (pour l'aéronautique notamment) et manque de main-d'œuvre spécialisée se conjuguent pour renforcer encore les effets inflationnistes de ces investissements improductifs. Il faut en tirer une double conclusion. La première c'est que la relance massive des productions d'armement US ne permettra pas au capitalisme de sortir de la crise, et risque au contraire de se traduire à terme par de nouvelles et très fortes pressions sur les industries d'armements ouest-européennes avec ce que cela suppose de tensions entre Washington et les capitales occidentales du vieux continent. La seconde conclusion, c'est que non seulement la pression sur les économies du COMECON sera difficilement maîtrisable par la bureaucratie, et donc source de nouvelles tensions à l'Est, mais qu'ailleurs dans le monde la pression directement militaire de l'impérialisme dominant actualisera dangereusement le retour à un cours politique ouvertement interventionniste de Washington. Au total, la relance des productions américaines sera forcément « déstabilisante » par rapport à la situation internationale actuelle et à ses équilibres déjà précaires.

Au niveau du commerce international des armes, la situation est globalement tout aussi favorable aux Etats-Unis qui s'accaparent près de la moitié du volume mondial des

26. Général Rogers, interview à *Europa*, juin 1980.

27. Projet de recommandation de la Commission de la Défense pour la 26e session ordinaire de l'UEO.

28. Voir le *Monde de l'Economie*, 19 janvier 1980.

ventes d'armes ; viennent ensuite l'URSS avec un peu moins de 30 %, la France avec environ 11 %, l'Italie, la Grande-Bretagne et la RFA avec moins de 5 % chacune. Un rapport de la Commission des affaires générales de l'UEO expliquait et commentait en 1979 cette situation dans les termes suivants : « Dans les circonstances actuelles, tout indique que, à l'intérieur au moins de l'Alliance atlantique, la situation profite principalement aux producteurs américains d'armements. Ceux-ci, en effet, profitant du large marché que leur offrent les forces armées des Etats-Unis, peuvent fournir aux marchés extérieurs des produits pour lesquels ils peuvent répartir les frais généraux, y compris ceux qui touchent à la recherche et au développement des prototypes, sur un très grand nombre d'exemplaires, alors que les industries des pays européens ne peuvent répartir les leurs que sur le nombre beaucoup plus restreint que peuvent acquérir leurs armées nationales. Ils se trouvent donc, sur les marchés de leurs partenaires européens, en posture défavorable face à leurs concurrents américains. Cette situation s'aggrave encore si l'on examine les possibilités de "compensations" puisque, produisant un moins grand nombre d'exemplaires du matériel fini, ils doivent, pour offrir des "compensations" égales, accroître d'autant le nombre de pièces et d'éléments qu'ils devront se déclarer prêts à acquérir auprès de leur acheteur. Le phénomène de l'économie d'échelle joue donc doublement en faveur des producteurs américains, face à leurs concurrents européens, ce qui explique les succès commerciaux qu'ils ont souvent remportés, en Europe même, au cours des dernières années. Or, ces succès contribuent encore à limiter les débouchés des producteurs européens et à élargir ceux des Américains, donc à renforcer encore un processus qui conduirait rapidement les industriels européens à se cantonner dans un rôle d'appoint et de sous-traitance en faveur de leurs concurrents américains. (29) »

Ce qui est vrai de la position dominante des Etats-Unis sur les marchés européens, les plus importants en volume, l'est encore sur les autres marchés du globe, mais cette fois dans une moindre mesure car entrent en ligne de compte des facteurs politiques liés à la perte de crédit militaire de l'impérialisme US dans la période précédente.

C'est pourquoi un pays comme la France et avec lui, mais à un moindre degré, les autres grands de l'Europe capitaliste, ont pu s'insérer de manière parfois importante sur les marchés du Proche et Moyen-Orient par exemple. Les producteurs de

pétrole sont ainsi devenus depuis quelques années des clients de rêve pour les industries d'armements et la tendance s'est encore nettement confirmée en 1980, au profit de Paris notamment, sans qu'on puisse encore en chiffrer les résultats avec exactitude. Le redéploiement des industries américaines d'armements se heurte principalement à cette difficulté à l'échelle du globe, d'autant que les conséquences d'une politique étrangère au coup par coup coûtent cher aux Américains, comme l'attestent les données concernant l'aide militaire à l'étranger qui a vu son champ d'application se réduire dans des proportions considérables au risque de laisser la place libre aux Européens qui n'attendaient que cela. L'Egypte et Israël qui recevaient 2,7 % de l'assistance militaire US en 1969, en monopolisent par exemple 82 % aujourd'hui. Ajoutons que les pressions exercées par les USA sur leurs alliés pour qu'ils augmentent la part de leur budget consacrée à la défense ne favorisent pas la reconquête des marchés perdus par eux au profit des européens ailleurs dans le monde.

Avec l'affaire des budgets, les contradictions de l'« atlantisme » apparaissent plus nettement encore. Au sommet de Londres, en 1977, les partenaires de l'OTAN traçant la perspective d'un « programme de défense à long terme » s'étaient engagés à augmenter de 3 % par an, en termes réels, leurs dépenses militaires. Le compte est aujourd'hui facile à faire, seul le Luxembourg tiendra promesse, puisque la France — dont le budget est en augmentation comparable à celle du budget US (5 à 6 %) —, ne faisant pas partie de l'organisation intégrée, n'était pas liée par les engagements de Londres. Le paradoxe est saisissant, d'un côté l'Alliance contre-révolutionnaire a remporté d'incontestables succès sur le flanc sud-est de l'Europe (Grèce, Turquie) et s'appête à enregistrer tôt ou tard l'adhésion de l'Espagne, de l'autre les Européens rechignent à régler la note. La crise ainsi révélée est profonde, l'atlantisme lui-même est en cause.

Les pays européens et les Etats-Unis se livrent à une concurrence effrénée sur le plan économique, y compris dans le domaine des productions d'armements ; mais, dans le même temps, l'Europe capitaliste, la France exceptée, semble compter sur les USA pour assurer sa défense à l'Est. A cela, plusieurs explications : la propagande outrancière sur la « menace soviétique », si elle fait des ravages Outre-Atlantique, se heurte en Europe à un certain scepticisme ; la crise économique qui touche tous les pays européens amène la plupart des gouvernements à renoncer à une

augmentation provocatrice du gaspillage militaire, tandis qu'ils appliquent une politique d'austérité draconienne dans tous les autres secteurs (contradiction typique à laquelle est confrontée la social-démocratie au pouvoir). La différence d'emprise du militarisme d'un bord à l'autre de l'Atlantique est patente. La perspective même de la transformation de l'Europe en champ de bataille contribue à l'apparition de courants pacifistes petit-bourgeois qui militent pour la « neutralisation de l'Europe », et même pour sa « finlandisation » fulminent les cercles atlantistes. Mais les secteurs les plus réalistes du capital européen ont surtout compris que, dans les conditions d'une relance massive de la course aux armements par les Américains, ils disposaient de peu de « créneaux rentables » par rapport à ces derniers. Aussi, si les bourgeois européennes sont prêtes à se doter des moyens indispensables pour faire face aux « menaces probables », soit « intérieures », soit liées à la protection de leurs approvisionnements pétroliers, elles préfèrent laisser aux USA la responsabilité de la « couverture nucléaire de l'Europe » et des moyens classiques d'accompagnement. En termes plus concrets, elles rechignent à n'être que des clients obligés des Etats-Unis. La politique allemande illustre à merveille ce constat.

La France figure à part dans ce concert puisque non membre de l'organisation militaire intégrée et disposant de forces nucléaires autonomes. Cela dit, elle se trouve confrontée à un épineux problème d'orientation illustré par les polémiques récentes sur la « bataille de l'avant ». Au niveau militaire, en effet, on avait assisté ces dernières années à un « processus d'intégration par le bas » marqué par une politique de coproduction bilatérale ou multilatérale d'armements, mais ce processus a des limites évidentes s'ils ne se trouve pas relayé par de substantiels progrès en terme d'« intégration par le haut » au niveau politique et donc militaire qui rendrait possible la mise en commun des moyens nucléaires. Aujourd'hui, d'importants projets de coproduction, comme le char franco-allemand, marquent le pas et la construction d'une Europe « supranationale » n'apparaît pas comme une perspective rapprochée. Il peut en résulter dans le domaine de la politique militaire un isolement croissant de Paris, à moins d'un retour de la France donc le giron de l'OTAN, et une tendance au recul de la multipolarité du monde occidental.

29. Rapport sur les conditions politiques d'une coopération européenne en matière d'armements, présenté à la 25e session ordinaire de l'UEO, mai 1979.

Il faut cependant rester prudent en ce domaine tant que l'administration Reagan n'aura pas tracé avec plus de précision ce que sera sa politique étrangère, diplomatique et militaire. Quelle que soit la volonté des Américains de reprendre les choses en main, l'évolution de la dernière décennie a été marquée par un « déclin relatif » des Etats-Unis, c'est un fait. Les changements de cours sont plus faciles en théorie qu'en pratique. Il est évident que la volonté affirmée par Ronald Reagan de disposer d'une « marge de sécurité » par rapport à Moscou sur le plan militaire, qui remplace la « recherche d'une parité approximative » dans le discours officiel de l'impérialisme, va se traduire pratiquement dans la réalité par une accélération de la course aux armements. Par là-même, les conditions favorables à un cours interventionniste s'en trouvent renforcées. Mais il reste que le rapport coût/efficacité de telle ou telle intervention militaire

à chaud, dans telle ou telle région du monde, continuera à diviser les experts du Pentagone et de la Maison Blanche. L'idée d'un président fou qui prend tout seul des risques considérés appartient à l'imagerie d'Epinal de grand papa. Dans le même ordre d'idée, les sphères dirigeantes américaines sont trop averties des capacités des bourgeoisies européennes à leur donner du fil à retordre pour ne pas avoir une approche plus prudente dans les faits que dans les discours des réalités de l'Europe capitaliste. Dans ces conditions, il se pourrait bien que l'arrivée à la Mai-

son Blanche du *cow-boy* Reagan nous réserve quelques surprises et que les Etats-Unis par exemple se réorientent en définitive, dans un environnement international marqué par les crises régionales, vers une relance de la « coexistence pacifique » avec Moscou impliquant un retour en force des relations bipolaires qui sont une des conditions essentielles du « maintien de l'ordre » à l'échelle internationale, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. C'est en tout cas l'hypothèse sur laquelle semble tabler la bureaucratie soviétique.

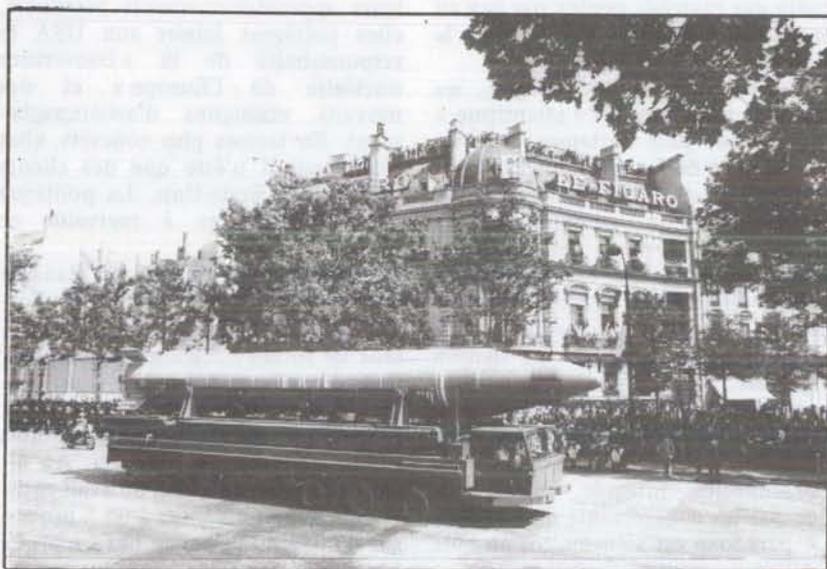
L'URSS victime et complice de l'impérialisme

Si elle est tant attachée à un cadre bipolaire de contrôle de la situation internationale, c'est que la bureaucratie, de par sa nature sociale conservatrice, entend bien éviter toute rupture brutale des grands équilibres

mondiaux. Bien entendu, cela ne signifie pas qu'elle répugne à profiter des opportunités qui s'offrent à la périphérie des zones de confrontation principales entre elle et l'impérialisme — comme en Afghanistan —, encore que la brutalité et le cynisme qui caractérisent ses méthodes ne lui permettent guère d'obtenir un rapport coût/efficacité satisfaisant. Au plan de la course aux armements, comme en ce qui concerne ses grandes orientations militaires, se retrouve cette caractéristique conservatrice qui la conduit à toujours « jouer le jeu » face à l'impérialisme, sans en remettre en cause les règles. Or, sur ce terrain, les dés sont pipés comme nous avons essayé de le démontrer.

Il y a par exemple une énorme mystification en Occident sur le potentiel de défense des pays de l'Est. La bureaucratie, présentée comme l'agresseur potentiel, est fréquemment affublée d'une puissance militaire sans commune mesure avec les moyens — mêmes considérables — dont elle dispose. Son crime consiste à ne jamais démentir cette caricature qu'elle juge utile, au risque de démobiliser les masses des principales citadelles impérialistes au plus grand profit des gouvernements occidentaux. La politique ridicule du « secret » est un leurre grossier puisque les progrès technologiques dans le domaine de l'observation, de la détection et de la surveillance, par satellite-espion notamment, permettent aux sphères dirigeantes occidentales de savoir très exactement à quoi s'en tenir quant au potentiel réel de l'Union soviétique et des autres pays du Pacte de Varsovie. En revanche, les masses à l'Ouest comme d'ailleurs à l'Est sont laissées dans l'ignorance la plus absolue et à la merci de toutes les campagnes d'intoxication de la propagande militariste occidentale.

En 1977, lors de l'affaire du *missile gap* opportunément mise en avant pour justifier le programme — « pharaonique » selon les termes du



Sur la place Rouge et le Rond-point des Champs-Élysées, le défilé des missiles « eurostratégiques » (DR).



général Galois — de renforcement du potentiel intercontinental de Washington, la bureaucratie a laissé faire sans broncher. Ce sont les Américains, une fois leur « coup » réussi qui démentirent les « informations » complètement erronées qu'ils avaient eux-mêmes répandues à grand frais sur l'état de l'arsenal intercontinental soviétique. De même, la bureaucratie se taira lors de l'affaire des systèmes ABM, comme elle se tait aujourd'hui à propos des SS-20 et sur la question de savoir s'ils sont ou non « mirvés ». On pourrait sans difficulté allonger la liste des exemples. Mais il est un domaine où les bureaucrates sont plus loquaces, c'est celui de la stratégie militaire que les dignitaires du régime chargés à chaque époque des questions de défense (maréchal Gretchko, maréchal Sokolovski, amiral Gorschkov notamment) ont exposé à plusieurs reprises dans des ouvrages qui remplissent les rayons des bibliothèques des officiers du Pacte de Varsovie.

En premier lieu, les dirigeants soviétiques reviennent sur les fondements militaires de la « coexistence pacifique ». Pour eux, on est passé de l'« inévitabilité » de la guerre à sa « non-inévitabilité » car, expliquent-ils, « le fait que sur notre planète n'ait pas éclaté une guerre de missiles nucléaires est dû avant tout à l'existence de l'Union soviétique, l'amitié des Etats socialistes et de leur puissance capable d'arrêter l'agresseur » (Volkogonov, *la Guerre et l'Armée*). A ce stade, et en passant sur l'« amitié des Etats socialistes », l'on ne peut qu'être d'accord en précisant que c'est en appliquant aux Etats ouvriers le principe du droit à l'autodéfense que la IVe Internationale a approuvé le fait que l'URSS, puis la Chine, se dotent d'un arsenal nucléaire. Seulement la bureaucratie soviétique ne s'en est pas tenue à cette stricte nécessité de dissuader l'impérialisme d'agresser avec des moyens nucléaires les territoires d'où les capitalistes avaient été expulsés.

Elle s'est à son tour engagée dans une politique de chantage nucléaire auprès des pays occidentaux, perçue comme une menace directe par les travailleurs de ces pays, qui est aussi stupide qu'inefficace. La modernisation extravagante de son arsenal nucléaire, sa diversification et la place privilégiée qu'il occupe désormais dans le potentiel global de défense des pays de l'Est, ressemble à s'y méprendre à une « singerie » de l'impérialisme, qui plus est avec des moyens bien moins importants que ce dernier. L'affirmation tout aussi contre-révolutionnaire selon laquelle les pays socialistes doivent pouvoir gagner, le cas échéant, une guerre nucléaire participe de la même orientation. On oublie trop souvent enfin

que le ralliement lamentable des PC de masse d'Europe occidentale aux forces nucléaires de l'impérialisme, puise ses racines dans l'impact négatif de la politique de puissance nucléaire de l'URSS.

Au contraire, il fallait et il faut miser sur l'impossibilité pour l'impérialisme d'user de son formidable arsenal nucléaire en agissant à un double niveau, certes en se dotant de moyens d'autodéfense conçus et présentés comme tels, mais surtout en suscitant par tous les moyens la mobilisation des masses des citadelles impérialistes contre leurs propres bourgeoisies. Une politique efficace de défense des Etats ouvriers ne peut pas faire l'impasse de la mobilisation des masses, même si les héritiers de Staline n'ont rien voulu apprendre de la résistance victorieuse des masses soviétiques à l'envahisseur nazi. La nature de la bureaucratie lui interdit une telle politique révolutionnaire parce qu'elle saperait les bases de son pouvoir. Ainsi, le déploiement d'un nombre considérable de missiles SS-20, avec des objectifs anti-forces en Europe, ne se justifie ni sur le plan de la nécessaire défense militaire des Etats ouvriers, ni même sur celui d'une politique de soutien actif aux luttes de masse anticapitalistes dans les pays d'Europe de l'Ouest.

Que l'on imagine un instant quelle serait l'efficacité d'une mobilisation à l'Ouest des masses contre les dernières décisions de l'OTAN, adossée à une initiative, même pas de désarmement partiel et limité mais du type « moratoire » sur le déploiement des SS-20 sous contrôle international. Sur ce dernier point, celui du contrôle, la bureaucratie tourne également le dos à l'efficacité car le dialogue permanent d'Etat à Etat, de bloc à bloc dans un cadre bipolaire exclut l'intervention des masses et de leurs organisations en les désaisissant dès le départ de toute possibilité de peser par leur mobilisation. Que l'on imagine, là encore, l'efficacité par exemple de la convocation d'une conférence mondiale des Etats et des organisations ouvrières et démocratiques pour le contrôle sur place des arsenaux en présence. Les bureaucrates du Kremlin sont incapables de prendre de pareilles initiatives, et leur préfèrent le cadre piégé des SALT, MBFR et autres conférences sur le désarmement qui sont autant de rendez-vous manqués avec la paix, par le désarmement de l'impérialisme

et l'armement des masses pour le socialisme.

Le deuxième axe qui vertèbre la stratégie militaire de Moscou concerne le maintien de l'ordre bureaucratique dans le « camp socialiste ». Il est fondé sur la doctrine Brejnev dite de « souveraineté limitée », autrement dit sur la responsabilité collective du camp socialiste dès que « les intérêts du socialisme sont menacés » chez tel ou tel partenaire du Pacte de Varsovie. En fonction de quoi, selon Brejnev, « l'URSS ne peut être indifférente, et elle ne le sera jamais, aux destinées de la construction du socialisme dans les autres pays, ainsi qu'à la cause du communisme mondial », et autre précision cynique : « Une initiative telle que l'octroi d'une aide militaire à un pays frère en vue d'éliminer la menace pesant sur l'ordre socialiste est une mesure exceptionnelle imposée par les circonstances. Elle ne peut être suscitée que par l'action directe des ennemis du socialisme à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de ce pays, action entraînant une menace contre les intérêts communs du camp socialiste. (30) »

On sait quel type de pratique est censé couvrir ce discours, hier en Tchécoslovaquie, demain peut-être en Pologne, qui assigne aux troupes du Pacte de Varsovie un rôle de « bouclier du pouvoir bureaucratique » face aux masses en lutte pour la démocratie socialiste. C'est là sans doute la faiblesse principale sur le plan politique et donc militaire de la bureaucratie, faiblesse dont on se réjouit dans les capitales occidentales, aussi longtemps du moins que les « menaces intérieures » en font pas apparaître des risques graves de déstabilisation incontrôlables. La stratégie soviétique masque de plus en plus mal ces contradictions qui minent l'ordre bureaucratique et que sa politique de compétition pacifique avec l'impérialisme dans le domaine de la course aux armements accentue de manière irréversible. La caste bureaucratique n'a pas de politique de échange et, tant bien que mal, elle essaie de suivre, renforçant par ses choix politiques l'efficacité des pressions que l'impérialisme impose aux économies des pays de l'Est. Ce faisant ils prennent ensemble, par la force des choses, le risque d'une déstabilisation majeure, cette fois au cœur de l'Europe, aux conséquences incalculables.

Contre le militarisme, pour le socialisme !

La montée en puissance d'un formidable potentiel de destruction de l'humanité, à l'initiative de l'impérialisme US et de ses alliés européens,

avec la complicité objective de la bureaucratie du Kremlin, s'accompagne

30. Leonid Brejnev, discours prononcé le 11 novembre 1968.

d'un retour en force du militarisme sous la forme du chantage à l'« apocalypse nucléaire » et autres artifices de propagande qui n'ont d'autre objet que de détourner les masses de leur lutte d'émancipation nationale et sociale. Parallèlement, les gouvernements occidentaux s'attachent à faire passer dans les faits des mesures de « militarisation » sociale. Et bien sûr, la recherche, la mise au point et le déploiement de nouvelles générations d'armes vont dans ce contexte s'accéléralent. Combattre l'un et l'autre relève des tâches du mouvement ouvrier dans la période. De là découle la nécessité de campagnes de masse qui, si elles diffèrent de par les thèmes mis en avant dans chaque pays, doivent pouvoir converger pour entraver les préparatifs de guerre de l'impérialisme. Dans cette mesure, parce qu'elles vont objectivement dans le sens d'un « désarmement » politique et militaire des citadelles impérialistes, ces campagnes sont le meilleur moyen de lutte pour la paix qui passe par l'instauration du socialisme. A ce titre une série d'axes principaux de lutte se dégagent clairement :

1. — Contre l'embrigadement de la jeunesse dans les armées impérialistes ; la lutte pour le plein exercice des libertés démocratiques, d'information, d'expression et d'organisation en toute indépendance par rapport à la hiérarchie militaire, est une arme puissante contre le militarisme dans tous les pays d'Europe occidentale qui ont recours à la conscription. Elle permet de donner un contenu concret et de masse, dans les conditions actuelles, à la tradition communiste, reprise dans les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste, d'un travail en direction des jeunes prolétaires enrôlés sous les drapeaux de la bourgeoisie, quelles qu'en puissent être les formes pratiques. Pour autant, la conscription ne représente en aucun cas un acquis du mouvement ouvrier comme feignent de le croire les directions réformistes, staliniennes ou social-démocrates. Elle s'est même développée historiquement en opposition à l'armement des masses. C'est pourquoi sa réintroduction aux États-Unis ne signifierait pas autre chose qu'un embrigadement massif de la jeunesse américaine qui doit être à ce titre combattu.

2. — Contre les mesures de « militarisation » des sols et d'« encadrement » des populations, qui dégradent l'environnement et attentent aux libertés. L'implantation des missiles mobiles comme le MX aux USA, la poursuite d'expérimentations nucléaires dans le Pacifique notamment, et les innombrables exercices

militaires « en terrain libre », y compris dans les centres urbains, sont autant de points d'application possibles. De même, sous le prétexte hypocrite de la protection des populations, sont remis au goût du jour dans plusieurs pays les plans de « défense civile » qui ont pour objectif la « protection des arrières contre la subversion » avec ce que cela suppose de restrictions des libertés ouvrières et démocratiques. Là encore, le champ d'application est immense, de la « militarisation » de certains services publics au « maillage serré » du territoire et à l'exploitation informatisée du renseignement.

3. — Contre l'OTAN et l'Alliance atlantique anti-ouvrière. L'impérialisme nord-américain redouble d'efforts pour dépasser la crise de l'OTAN, conséquence de la réactivation de la classe ouvrière au centre et au nord de l'Europe, après le sud ; il a enregistré un succès au moins partiel avec le retour de la Grèce au sein de l'organisation militaire intégrée. L'Espagne est de plus en plus fortement pressée de se joindre au concert atlantique. Quant à la France, son absence de l'organisation intégrée ne peut faire illusion et plus que jamais elle assume son rôle de pilier de l'alliance anti-ouvrière de l'Atlantique-Nord. Autant de raisons de mobilisation contre cette alliance contre-révolutionnaire qui récemment encore, a montré de quoi elle était capable en Turquie.

4. — Contre les budgets de guerre, qui sont une source immense de gaspillage des ressources de l'humanité, d'autant plus scandaleux que les besoins les plus élémentaires des trois quarts de la population du globe ne sont pas satisfaits et que l'austérité est imposée aux travailleurs dans les métropoles impérialistes. Les moindres restrictions sur les crédits de guerre des principaux pays industriels ont un effet bénéfique sur la course aux armements, dans la mesure où elles limitent d'autant la mise en route de programmes de recherches parmi les plus fous en ne leur assurant pas un débouché certain sur le marché.

5. — Contre le redéploiement des moyens militaires de l'impérialisme à l'échelle de la planète, qu'il s'agisse de l'implantation de nouvelles ogives nucléaires en Europe, ou qu'il s'agisse de moyens plus classiques d'intervention militaire contre-révolutionnaire contre les peuples des « zones de tension », autour du Golfe et en Méditerranée comme dans la Caraïbe. Tout succès sur ce terrain contribue à entraver le nouveau cours interventionniste qu'entend suivre

Washington. L'exigence du retrait des marines de guerre de l'océan Indien et de la fermeture des principales installations aéro-terrestres et portuaires de la région est sur ce plan particulièrement importante.

6. — Contre les arsenaux nucléaires qui font peser sur l'humanité une menace aussi terrifiante qu'en partie incontrôlable, pour l'arrêt des fabrications et la destruction des stocks à l'Ouest comme à l'Est. Même si nous ne confondons pas le rôle respectif dans ce domaine de l'impérialisme et de la bureaucratie, force est de constater que la politique suivie à Moscou est un obstacle aux mobilisations pour le désarmement des fauteurs de guerre occidentaux. Une direction révolutionnaire prendrait des initiatives de désarmement unilatéral, sans remettre en cause ses capacités d'autodéfense afin de susciter de puissantes mobilisations de masse en défense de la révolution, pour le désarmement de la contre-révolution. Partant, l'expropriation du capital à l'Ouest et le renversement de la bureaucratie à l'Est sont les seules garanties décisives que peut se donner la classe ouvrière contre le chantage à la guerre nucléaire. Les conférences-alibis du type SALT ne sont d'aucun secours contre la course à la production des plus formidables moyens de destruction jamais mis en œuvre sur la terre.

7. — Pour le contrôle des travailleurs sur les productions et les ventes d'armes dans la perspective de leur reconversion et du socialisme. Les réformistes font assaut de démagogie pour défendre les productions d'armements au nom de l'« emploi » ou de l'« indépendance nationale ». Il faut lutter, au contraire, pour la nationalisation sous contrôle ouvrier de toutes les industries qui concourent à ces productions et pour leur reconversion dans le cadre d'un plan, élaboré démocratiquement, où les besoins des masses orienteront les choix de production et non l'inverse. Seul le socialisme peut résoudre définitivement le problème de la course aux armements.

Dans la plupart des pays occidentaux des tâches combinant plusieurs de ces axes de lutte sont directement à l'ordre du jour. Dans plusieurs pays, des luttes de masse sont déjà engagées. Elles devraient connaître un nouvel et important essor dans la prochaine période, car c'est la seule voie réaliste de riposte de la classe ouvrière aux préparatifs de guerre et à la relance de la course aux armements par l'impérialisme. ■